Regroupement des militants syndicaux

Avril 1976

Cahier du RMS n° 2

“Cahier de revendications des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ).
Contribution du RMS à l’élaboration
d’un projet de programme ouvrier”.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Regroupement des militants syndicaux

Cahier du RMS n° 2

“Cahier de revendications des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ. Contribution du RMS à l’élaboration d’un projet de programme ouvrier”.

Montréal : RMS, avril 1976, 64 pp.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Publication autorisée par M. Gill le 7 janvier 2003.

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 16 août 2004 à Chicoutimi, Québec.

Regroupement des militants syndicaux

Cahier du RMS n° 2

“Cahier de revendications des travailleurs organisés
(CSN-FTQ-CEQ).
Contribution du RMS à l’élaboration
d’un projet de programme ouvrier”.

Montréal : RMS, avril 1976, 64 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Regroupement des militants syndicaux
Cahier du RMS n° 2

Cahier de revendications des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ)

Contribution du RMS à l'élaboration d'un projet de programme ouvrier

- droit au travail • législation du travail • conditions de travail
- santé et services sociaux • conditions de vie hors travail
- question nationale • droits démocratiques a éducation
- régime économique.

[Retour à la table des matières](#)

Table des matières

Déclaration de principes du R.M.S

- 1) De quel type de regroupement s'agit-il?
- 2) Pourquoi un tel regroupement?

Cahier de revendications des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ)

I. Présentation du document

Le cahier de revendications des travailleurs organisés : une contribution du RMS à l'élaboration d'un projet de programme ouvrier

- a) En quoi consiste la contribution du RMS?
- b) La base de la rupture avec les partis bourgeois
- c) Nos revendications ne peuvent pas être satisfaites par le régime
- d) Nous ne sommes pas les premiers

II. Cahier de revendications des travailleurs organisés

1. Droit au travail
2. Législation du travail
  - a) Droit à la syndicalisation et à la liberté syndicale
  - b) Droit à la négociation et à la grève
3. Conditions de travail
  - a) Santé et sécurité au travail
  - b) Durée du travail et vacances
  - c) Salaires
4. Santé et services sociaux
  - a) Santé
  - b) Garderies
  - c) Assurance-automobile
  - d) Assistance sociale et pensions de vieillesse
  - e) Assurance-chômage

5. [Conditions de vie hors travail](#)

- a) [Logement](#)
- b) [Transport](#)
- c) [Loisirs](#)

6. [Question nationale](#)7. [Droits démocratiques](#)

- a) [Droit d'association, de réunion, d'accès à la justice](#)
- b) [Droits des femmes](#)
- c) [Droits linguistiques, droits des minorités et des travailleurs immigrants](#)

8. [Éducation](#)

- a) [Droit à l'éducation](#)
- b) [Langue d'enseignement](#)

9. [Régime économique](#)

- a) [Politique d'emploi et de développement](#)
- b) [Politique à l'égard de l'entreprise privée](#)
- c) [Politique des prix](#)
- d) [Fiscalité](#)
- e) [Priorités budgétaires](#)

III. [Pour le parti des travailleurs](#). Pour la désignation de candidats des travailleurs aux prochaines élections

IV. [Annexe: documentation](#)

- 1) [Manifestes, rapports moraux, etc.](#)
- 2) [Autres documents](#)
- 3) [Mémoires soumis aux gouvernements](#)

Les Cahiers du RMS s'attachent surtout à fournir aux militants syndicaux des textes, compte-rendus ayant trait aux principaux débats à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé. Au centre de ces débats: l'action politique indépendante des travailleurs pour la défense de l'ensemble de leurs revendications.

Déclaration de principe du R.M.S.

1) De quel type de regroupement s'agit-il ?

[Retour à la table des matières](#)

S'agit-il du "lancement" d'un nouveau parti ? Non. Nous sommes des militants syndicaux qui croient nécessaire que les travailleurs construisent leur propre parti. Nous croyons que ce parti ne nous tombera pas du ciel et que le travail pour le construire est nécessaire et actuel. Nous n'avons donc pas l'intention de décréter la création du parti... mais nous voulons plutôt, par le regroupement des militants d'accord avec cet objectif, travailler systématiquement à le construire.

S'agit-il d'une chapelle, d'une secte? Non. Nous voulons nous regrouper mais sûrement pas pour mettre sur pied une secte extérieure au mouvement ouvrier qui pratique la dénonciation abstraite des dirigeants syndicaux.

S'agit-il d'un regroupement où les militants qui y sont -engagés perdent leur droit au désaccord vis-à-vis d'autres militants du même regroupement? Il ne s'agit pas de cela non plus.

S'agit-il d'un regroupement qui se limite à échanger de belles idées sur la situation des travailleurs du Québec ou à "placoter" des problèmes ? Non plus.

Il s'agit au contraire de mettre sur pied:

- un regroupement large de militants syndicaux qui veulent pouvoir débattre ensemble de leur travail de militants dans les organisations syndicales, des problèmes auxquels ils sont confrontés et qui veulent coordonner leur action à partir d'une triple orientation qu'ils partagent, à savoir:

- 1) Nous sommes pour l'indépendance complète des syndicats en face du gouvernement et du patronat et nous nous opposons et combattons toutes les tentatives directes et indirectes pour intégrer les syndicats dans les structures de "participation" économique ou politique du gouvernement ou des patrons.

Nous croyons que c'est seulement si elles sont indépendantes complètement que nos organisations pourront nous appartenir et nous permettre de lutter pour la satisfaction de toutes nos revendications.

- 2) Nous sommes pour l'action unitaire des syndicats-, nous voulons développer toutes les initiatives qui vont dans ce sens et travailler activement à résoudre tous les obstacles qui empêchent ou réduisent cette unité. Nous sommes convaincus que nous ne pouvons faire face adéquatement aux attaques centralisées du gouvernement et du patronat et obtenir gain de cause contre eux si nos organisations marchent séparément.
- 3) Nous sommes pour un parti des travailleurs, distinct de tous les autres partis; nous travaillons aujourd'hui à construire ce parti et nous croyons, dans ce sens, que nos organisations actuelles, les syndicats, ont un rôle d'initiative essentiel à jouer pour y arriver. Nous voulons développer toutes les actions syndicales qui contribuent à réaliser cet objectif.

- un regroupement de militants syndicaux qui acceptant de situer leurs discussions et leurs actions à l'intérieur de cette orientation, en trois points, restent par ailleurs libres d'appartenir à l'organisation politique ou au parti de leur choix. Nous croyons qu'il serait faux d'exiger comme condition préalable à l'adhésion au regroupement des militants syndicaux, que ceux-ci rompent leurs affiliations politiques. C'est au contraire par le débat, l'action et l'expérience communes que les travailleurs vont élaborer leur propre programme politique, construire leur propre parti et joindre ses rangs massivement. C'est l'objectif auquel nous travaillons et nous ne pouvons pas faire comme si l'objectif était déjà réalisé.

- un regroupement de militants syndicaux qui sont prêts à rechercher les moyens de coordonner leurs interventions et leurs actions, sans par ailleurs perdre leur droit au désaccord vis-à-vis d'autres militants du regroupement.

- un regroupement de militants syndicaux qui refusent le "charriage" et qui veulent pouvoir trouver un cadre de discussions et d'action dans le plus complet respect de la démocratie ouvrière, où les différents points de vue s'expriment librement.
- un regroupement de militants syndicaux qui veulent aborder ensemble toutes les questions qui concernent le mouvement ouvrier et ses intérêts, au centre desquelles se trouve la politique.

2) Pourquoi un tel regroupement ?

[Retour à la table des matières](#)

L'orientation politique, définie plus haut, n'est pas une invention qui provient de la tête de quelques-uns.

Les récents congrès des organisations syndicales, aussi bien à la FTQ, à la CSN qu'à la CEQ, montrent que nous sommes un nombre de plus en plus grand de militants syndicaux qui veulent diriger leur action dans ces perspectives.

Cette volonté et notre nombre n'ont pas cessé de croître au cours des dernières années, du fait même des luttes dans lesquelles, avec l'ensemble des travailleurs organisés, nous avons été impliqués.

Constatant que nous sommes sur les mêmes perspectives et sans cesse plus nombreux, nous savons en même temps à quel point nous sommes séparés dans des milieux de travail, des secteurs, des syndicats, des villes et des régions différents.

Nous constatons qu'il ne suffit pas que nous nous retrouvions au moment des congrès. Appartenant à des milieux de travail et des syndicats différents, nous faisons face aux mêmes questions fondamentales et chacun de nous ressent vivement l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons de débattre de ces questions avec des militants d'autres milieux de travail, d'autres syndicats, de confronter nos points de vue et ainsi de renforcer notre action en la coordonnant.

Pour que les choses changent, pour que nous ne soyons plus simplement une addition d'individus qui "pensent la même chose", mais continuent d'agir, nous avons décidé de nous regrouper.

Il y a, par exemple, la loi anti-scab, l'enquête du gouvernement dans les syndicats de la construction, la question de la participation des syndiqués aux Conseils d'administration des hôpitaux, écoles, ou collèges, l'action à

entreprendre face à la hausse des prix, l'action politique du mouvement syndical. Ces questions, et toutes celles qui concernent les travailleurs, nous voulons les discuter ensemble, nous éclairer mutuellement, et agir de manière coordonnée à leur sujet.

(Texte adopté lors de la première assemblée du R.M.S.
le 17 mai 1974)

Le cahier de revendication des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ)

I - Présentation du document

[Retour à la table des matières](#)

Le Cahier de revendications des travailleurs organisés: Une contribution du RMS à l'élaboration d'un projet de programme ouvrier.

Dans son rapport moral au 14e congrès de la FTQ, en décembre dernier, Louis Laberge déclarait:

"Je pense que le temps est venu de réunir nos revendications éparses (accès à la syndicalisation, politique de main-d'œuvre, contrôle du capital étranger, législations sociales, ...) **pour en dégager un véritable programme politique des travailleurs québécois** que nous pourrions expliquer à nos membres et que nous pourrions mettre de l'avant au moment des grands débats publics que sont les campagnes électorales". (Cible et force de frappe, p. 48)

Les délégués au congrès reprenaient à leur compte cette recommandation du président Laberge (voir Procès-verbal du congrès, p. 9), même s'ils devaient par ailleurs, sous le poids de la direction de la centrale, accorder un

appui majoritaire au PQ, appui qui a reçu de la part des media d'information toute la publicité voulue.

Quelques semaines plus tard, à la fin de janvier '76, le Conseil Confédéral de la CSN, au terme d'une discussion animée sur l'action politique des travailleurs, adoptait une résolution dont les principaux éléments sont les suivants:

"Que les syndiqués, au plan local, régional et national, sur les lieux de travail et dans les fédérations, travaillent à l'élaboration de l'idéologie politique et d'un **programme par et pour les travailleurs** et que nous mettions en oeuvre les moyens pour réaliser ce programme".

"Que le comité central d'action politique (CCAP) et le secrétariat d'action politique aient le mandat... de préparer un **projet de programme reprenant l'ensemble des revendications des travailleurs**".

Que ce travail se fasse **conjointement** si possible avec les syndiqués de la **CEQ** et de la **FTQ**".

"Que le secrétariat d'action politique organise, **les 1er et 2 mai 1976, des colloques régionaux** sur la mise au point de l'orientation et l'organisation de l'action politique **sur la base du projet de programme** préparé par le CCAP et le secrétariat d'action politique".

"Ces colloques *analyseraient également* ce que devrait être la position de la CSN à l'occasion de la *prochaine élection au Québec*".

(voir Mémo du *président Marcel Pepin* à tous les *syndicats* affiliés, 10 février 1976).

Ces résolutions, traduisant une préoccupation commune et adoptées à quelques semaines d'intervalle par le congrès de la FTQ et le Conseil Confédéral de la CSN sont l'expression d'un désir croissant chez les travailleurs de réitérer et préciser leurs revendications propres, en tant que classe, de les rassembler et de constituer ainsi **leur propre programme politique**, premier pas vers la conquête de leur indépendance politique, face aux partis de la bourgeoisie. Le RMS n'est pas étranger au développement de ce mouvement. Ses multiples interventions en ce sens depuis presque deux ans, n'ont pu manquer d'avoir un effet qui se fera désormais sentir de plus en plus. Comme seul regroupement de militants des trois centrales, le RMS entend poursuivre cette action et participer à part entière aux tâches qui s'imposent au mouvement. C'est dans cette perspective que, lors d'une Assemblée publique tenue le 22 janvier 1976 sous le thème "**Pour le Parti des Travailleurs, Pour les candidatures ouvrières**", nous adoptions la résolution suivante:

"Que le *RMS* forme un comité chargé d'élaborer un projet de programme, *reprenant les revendications formulées par les travailleurs dans le mouvement ouvrier organisé*. Ce projet constituerait la *contribution du RMS à l'élaboration d'un tel programme par un éventuel comité émanant des centrales*".

(voir *Bulletin de Liaison du RMS*, vol. 2, n° 2, février 1976, p. 3)

L'assemblée formait par la suite un comité de six militants chargés de préparer ce projet de programme. Il s'agit de Lise Gravel et André Lavallée (Alliance des Professeurs de Montréal CEQ), Gaétan Paré (Métallurgistes Unis d'Amérique, local 7625 FTQ), Michel Matte et Gérard Legault (Travailleurs Unis de l'Automobile, local 1163 - FTQ) et Louis Gill (SPUQ-CSN) comme coordonnateur. Michel Matte ne devait finalement pas participer aux travaux du comité et Gérard Legault devait s'en retirer avant que le comité n'ait terminé son travail.

Compte tenu de l'échéance des colloques régionaux des 1er et 2 mai 1976 et de la nécessité de soumettre préalablement son travail à une assemblée régulière du RMS convoquée pour le 30 mars, le comité a été forcé d'accomplir une tâche considérable dans des délais très courts (environ un mois). L'assemblée du 30 mars devait apporter de nombreuses suggestions d'amélioration de ce projet. Elles sont intégrées dans la présente version qui est encore nécessairement imparfaite. Elle contient inévitablement des lacunes que les militants sont invités à combler.

a) En quoi consiste la contribution du RMS?

[Retour à la table des matières](#)

Le travail du RMS consistait, à cette étape, à rassembler les revendications des travailleurs exprimées dans le mouvement ouvrier organisé, dans les résolutions adoptées par les instances décisionnelles et représentatives du mouvement syndical, les prises de position exprimées dans les manifestes, rapports moraux, procès-verbaux, documents ayant valeur de programme ou tout autre document ou mémoire émanant des centrales syndicales.

Les recherches du comité ont porté principalement sur ce qui a été élaboré depuis 1970 et au niveau central. De nombreuses revendications ont aussi été formulées dans les instances régionales des centrales. Mais une fouille systématique des procès-verbaux et documents de toutes les instances régionales des centrales aurait exigé un travail gigantesque qui ne pouvait, bien entendu, être entrepris, compte tenu de nos moyens.

Il va sans dire qu'un tel travail ne reprend pas l'ensemble **des revendications syndicales ou économiques** relatives aux conditions de travail spécifiques de tel ou tel groupe de salariés et faisant l'objet de négociations au niveau local. Il s'agit plutôt de **revendications politiques** du mouvement, c'est-à-dire de revendications affectant l'ensemble des travailleurs, dont se saisit la classe ouvrière comme classe et dans son ensemble, et qu'elle adresse au pouvoir central, c'est-à-dire à l'État. Ainsi, par exemple, l'indexation des salaires réclamée au niveau d'une entreprise par un groupe de travailleurs est une revendication économique. Mais lorsque le mouvement dans son entier se saisit de cette demande et réclame de l'État que l'indexation des salaires soit établie pour tous par voie de législation, il s'agit alors d'une revendication politique. Cette revendication constitue l'un des éléments d'un programme de

revendications de la classe ouvrière, l'un des éléments de son programme politique.

Cette distinction, cependant, ne doit pas obscurcir le fait qu'aujourd'hui et de plus en plus, les revendications économiques centrales prennent une dimension politique dans la mesure où elles sont presque inévitablement portées au niveau du gouvernement où une "solution" est forcée par voie de législation. C'est le cas de toutes les lois spéciales votées à Québec ou à Ottawa pour briser les conflits. C'est le cas des lois C-73 et 64, lois permanentes qui portent les demandes syndicales au niveau politique, amènent un à un les syndicats à affronter le pouvoir central et les conduisent aussi un à un à la défaite. Il est clair que, face à une telle situation, une riposte du mouvement syndical dans son ensemble s'impose, plaçant ainsi l'affrontement là où il doit se situer, c'est-à-dire au niveau de l'État.

Dans la contribution du RMS, les revendications des travailleurs sont regroupées sous neuf titres: **Droit au travail, Législation du travail, Conditions de travail, Santé et Services sociaux, Conditions de vie hors travail, Question nationale, Droits démocratiques, Éducation, Régime économique**. Pour chaque revendication ou groupe de revendications, la source est indiquée par le nom de la centrale et le titre du document dont elle provient, de manière à permettre de retrouver facilement les références qui sont tirées d'une cinquantaine de documents. La liste complète de ces documents est donnée en annexe. À l'occasion, des remarques ou propositions du RMS sont formulées comme contribution au débat.

b) La base de la rupture avec les partis bourgeois

[Retour à la table des matières](#)

Un programme constitué des revendications élaborées jusqu'à maintenant dans le mouvement ouvrier organisé ne constitue pas un programme complet. Il reflète l'état du travail accompli par le mouvement jusqu'à aujourd'hui, le fruit de dures luttes, l'aboutissement de longues années de débat dans les organisations ouvrières. Mais il est aussi le point à partir duquel il continuera à s'améliorer, à progresser, à s'achever, comme synthèse des prochaines batailles et des débats qui auront cours dans le mouvement.

Certains attaqueront ce programme comme étant constitué d'un ensemble de revendications qualifiées "d'exagérées". Plusieurs ardents défenseurs des intérêts de la bourgeoisie, à l'intérieur même du mouvement ouvrier, **tenteront de diminuer la portée de ces revendications, d'en changer le sens et de les réduire**, pour fermer l'écart qui les sépare de ce qu'offre, par exemple, "le parti dont le programme se rapproche le plus de nos revendications", visant ainsi à amener le mouvement ouvrier à appuyer le Parti Québécois et à le détourner par le fait même de l'objectif fondamental qu'est la conquête de son indépendance politique.

D'autres, en alliance objective avec les premiers, condamneront ce programme en le qualifiant de "réformiste" ou "social-démocrate". Ils lui reprocheront de ne pas aller assez loin, de ne pas être un véritable programme révolutionnaire, le considérant fautivement comme un programme figé, arrêté, et non comme un programme qui continuera nécessairement de s'élaborer, non pas en dehors du mouvement des masses de travailleurs et indépendamment du niveau réel de conscience de la classe ouvrière, mais à l'intérieur même de ce mouvement et comme reflet du développement de cette conscience. Des critiques de ce genre, fondées sur une analyse bornée et figée de la manière dont évolue la conscience politique des masses de travailleurs, ne manqueront pas de surgir de toutes parts, rejoignant ainsi les attaques des partisans de l'appui au PQ et de tous ceux qui s'opposent à la conquête par la classe ouvrière de son indépendance politique en l'empêchant de prendre les seuls moyens qui s'imposent pour y arriver. Il faudra combattre ces adversaires avec la dernière énergie.

IL FAUDRA EXPLIQUER SANS RELÂCHE QUE **L'OBJECTIF PRIORITAIRE**, LE PAS FONDAMENTAL À FRANCHIR EST LA **RUPTURE AVEC LES PARTIS BOURGEOIS**, LA CONQUÊTE DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, **LA FORMATION DE SON PROPRE PARTI**.

IL FAUDRA AUSSI EXPLIQUER SANS RELÂCHE QUE LE PROGRAMME POLITIQUE RASSEMBLANT LES REVENDICATIONS ACTUELLES DES TRAVAILLEURS ORGANISÉS CONSTITUE **LA BASE DE CETTE RUPTURE**.

c) Nos revendications ne peuvent pas être satisfaites par le régime

[Retour à la table des matières](#)

Un programme reprenant les revendications actuelles des travailleurs élaborées dans le mouvement ouvrier organisé est le reflet fidèle de leurs revendications à l'heure actuelle, le reflet fidèle de l'état des débats dans le mouvement et du degré d'avancement politique de la grande masse des travailleurs. **Les travailleurs ne trouvent pas que ces revendications sont exagérées**. Ils pensent, au contraire, qu'elles sont correctes et qu'elles doivent être satisfaites. D'un autre côté, **ce programme de revendications ne peut être repris par aucun des partis existants**, même par ceux qui apparaissent comme les plus progressistes ou qui font le plus de "promesses électorales" dans leur position privilégiée de partis d'opposition, comme celles que faisait, entre autres, le Parti Libéral quand il était dans l'opposition dans les années '50 et '60. Aucun des partis en présence, y compris le PQ, ne peut reprendre à son compte ces revendications que les travailleurs considèrent comme normales et qu'ils veulent voir satisfaites.

Quel parti, en effet, peut reprendre à son compte les revendications suivantes qui constituent l'axe central du programme de revendications actuelles exprimées par les travailleurs dans le mouvement ouvrier organisé ?

Droit au travail

- *Le droit universel au travail et la pleine sécurité d'emploi avec recyclage sans perte de salaire.*
- *L'ouverture des livres comptables des entreprises.*

Législation du travail

- *La syndicalisation universelle et la formule Rand.*
- *Le droit de grève complet.*
- *Une loi anti-scab et un terme aux injonctions et lois spéciales utilisées contre les travailleurs.*

Conditions de travail

- *Le contrôle complet des travailleurs sur leurs conditions de travail et en particulier sur les conditions de sécurité et de santé*
- *L'octroi d'une pleine compensation pour les accidents de travail.*
- *Le temps supplémentaire sur une base volontaire.*
- *Un salaire minimum de \$4.00 l'heure indexé trimestriellement avec intégration des montants d'indexation dans l'échelle salariale.*
- *L'indexation sur la même base, de tous les salaires, allocations sociales et familiales, pensions, etc.*
- *L'élimination du salaire au rendement,*

Santé et services sociaux

- *Un système d'assurance-maladie universel, public et complet, financé par un impôt progressif, avec le salariat des médecins.*
- *Un système complet de garderies financées par l'État.*

Conditions de vie hors travail

- *Dans le logement, la priorité aux besoins des travailleurs: construction de HLM, rénovation urbaine, élimination des taudis. Élimination de l'entreprise privée du domaine de la construction de logements.*
- *Dans le transport urbain, arrêt de la construction d'autoroutes dans les villes, gel des tarifs et élimination de l'entreprise privée.*
- *L'élimination des clubs privés de chasse et de pêche.*

Question nationale

- *L'autodétermination du peuple du Québec jusqu'à son droit à se constituer en nation indépendante.*
- *L'élaboration d'une constitution canadienne reconnaissant les droits démocratiques et contenant une refonte des structures politiques du pays.*

Droits démocratiques

- *La pleine reconnaissance de l'égalité de la femme et de l'homme. A travail égal, salaire égal et égalité des avantages sociaux pour les femmes.*
- *Le droit à la maternité, congés de grossesse et de maternité sans perte de bénéfices.*
- *L'abrogation des lois sur l'avortement.*
- *La reconnaissance du français comme langue de travail et le rappel du Bill 22.*

Éducation

- *L'enseignement gratuit à tous les paliers.*
- *Un système d'éducation unique et public.*

Régime économique

- *L'élimination de l'entreprise privée de l'exploitation des ressources naturelles, de l'assurance, des compagnies de finance, des services publics (Bell Canada); l'élimination des concessions minières et forestières.*
- *L'interruption de toute subvention à l'entreprise privée et une plus forte taxation des profits.*
- *Non au contrôle des salaires. Retrait des lois C-73 et 64. Oui au contrôle des prix fixés par les monopoles.*
- *Réforme fiscale impliquant un impôt plus progressif, la taxation des "avoirs" au même titre que les revenus, une exemption de base couvrant le minimum vital et l'abolition de la taxe de vente.*
- *Priorité aux dépenses sociales - réduction des dépenses de la police et de l'armée.*
- *Pleine satisfaction aux revendications des salariés du Front Commun (employés des secteurs public et para-public).*
- *Arrêt de tout soutien financier aux politiques de prestige (Jeux Olympiques, etc ...).*

Les partis existants ne peuvent pas reprendre ces revendications à leur compte.

Le PQ est-il en faveur du droit de négociation et du droit de grève en tout temps? Comment pourrait-on le prétendre lorsqu'on le voit, entre autres, voter avec le gouvernement libéral pour limiter le droit de grève par le biais de la loi 253 sur les services essentiels dans les hôpitaux, ou pour casser des grèves (loi 73 contre les employés de l'Hydro). Le PQ soutient-il les revendications des 180,000 du secteur public ? Comment pourrait-on le prétendre lorsqu'il estime que des augmentations de 32.5% sont suffisantes face aux demandes syndicales de 43%? Le PQ est-il contre le contrôle des salaires? Est-il pour l'indexation, par voie de législation, de tous les salaires, rentes et prestations sociales ? Est-il pour la pleine compensation en cas d'accidents de travail et de maladies industrielles, pour une véritable loi anti-scab ? Le PQ propose-t-il d'éliminer l'entreprise privée du logement, de l'exploitation des ressources naturelles, de l'assurance, etc ... ? Propose-t-il de cesser toute subvention à l'entreprise privée, d'augmenter les impôts sur les profits, d'instituer un impôt sur les "avoirs", d'éliminer la taxe de vente, etc... ? Le PQ n'a-t-il pas appuyé les Jeux Olympiques?

Sur toutes ces questions fondamentales pour les travailleurs, la position du PQ n'est pas celle des travailleurs.

Les revendications des travailleurs ne peuvent être défendues que par eux-mêmes et cela exige la construction de leur propre parti. Le programme des revendications des travailleurs constitue **la base de la rupture politique** avec les partis bourgeois, y compris le PQ.

Pourquoi les partis existants sont-ils incapables de défendre les revendications des travailleurs?

PARCE QUE LE RÉGIME LUI-MÊME NE PEUT SATISFAIRE CES REVENDICATIONS SANS MINER SES PROPRES BASES.

Les revendications exprimées par les travailleurs ne peuvent pas être satisfaites dans le régime économique capitaliste. Elles entrent en contradiction avec les fondements même d'un régime qui a peine à se perpétuer, même en attaquant tous les jours les acquis de la classe ouvrière, gagnés de dure lutte (lois C-73 et 64, atteintes au droit de grève, etc ...). Voilà pourquoi tous les partis voués à la défense de l'ordre social bourgeois, à la défense de l'entreprise privée et du profit, dont le PQ, sont incapables de défendre ces revendications qui vont à l'encontre du maintien de cet ordre social. C'est à la lumière de cette réalité qu'on doit combattre de toutes nos forces les pressions exercées sur les travailleurs par de nombreux dirigeants syndicaux en vue de les amener à se joindre au PQ pour tenter de réorienter son programme dans le sens de la satisfaction des revendications des travailleurs. Or, le programme du PQ est un programme de défense de l'ordre social capitaliste, incompatible avec la satisfaction des revendications des travailleurs. Il ne peut être infléchi dans un sens qui contredit ses propres bases.

Seul un gouvernement ouvrier, reposant sur les organisations ouvrières, peut répondre aux aspirations des travailleurs. Seul un parti des travailleurs peut constituer un tel gouvernement ouvrier, faire sien le programme de revendications des travailleurs et prendre les mesures qui s'imposent pour le

réaliser. Nous devons nous opposer vigoureusement à cette voie sans issue qu'est "l'entrisme" au PQ.

Nous devons travailler à construire le Parti des travailleurs, notre parti, seul moyen d'assurer la défense de toutes nos revendications.

d) Nous ne sommes pas les premiers

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne sommes pas les premiers à en arriver à cette conclusion. En de nombreuses occasions depuis le début du siècle ¹, les travailleurs organisés, constatant qu'on est jamais bien servi que par soi-même, ont affirmé la nécessité de mener une action politique à leur propre compte et ont travaillé à mettre sur pied leur organisation politique autonome. Sans revenir sur toutes ces tentatives ou expériences de formation de partis ouvriers à travers notre histoire, il est important d'en mentionner quelques-unes.

La première tentative de formation d'un parti ouvrier au Québec remonte à mars 1899. Le 15 mars, le journal "La Presse" publie en première page un article intitulé "**S'organiser en parti**" et annonce la formation imminente d'un "parti ouvrier entièrement détaché des deux vieux partis politiques". L'instigateur principal en est J.A. Rodier, typographe et chroniqueur à "La Presse".

Il est appuyé par plusieurs "clubs ouvriers" de l'époque, de même que par le Conseil fédéré de Montréal du CMTC (Conseil des métiers et du travail du Canada), centrale syndicale pan-canadienne de l'époque. À l'occasion du lancement de ce premier parti ouvrier au Canada, son fondateur déclare:

"Nous avons travaillé à mettre Laurier et Marchand à la tête du pays; tous les ouvriers ont travaillé de concert dans ce but. Les libéraux sont maintenant au pouvoir depuis trois ans. Où sont les réformes qu'ils nous avaient fait espérer ? J'ai beau regarder attentivement, je n'en vois aucune. Devant cette ignorance de nos droits, des conservateurs et des libéraux, faut-il continuer à être divisés et s'attacher à l'un et l'autre des partis politiques actuels ? Non, il faut former un groupe puissant à part, et défendre nos droits. Il faut aller en Chambre et au Conseil et adopter nous-mêmes les réformes dont nous avons besoin".

---

¹ Les notes historiques qui suivent sont inspirées des sources suivantes:
 - Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les Politiques sociales et les travailleurs*, Cahier n° 1: Les années 1900 à 1929, Montréal 1974.
 - Roch Denis - Conférences de formation du RMS
   1) Le projet de formation d'un parti ouvrier provincial 1950-55
   2) Du PSD au PSQ; l'action politique au Québec de 1955 à 1963 Les textes de ces conférences seront publiés dans les Cahiers du RMS.
 - Document de travail du groupe de recherche MOP sur l'action politique des travailleurs de 1900 à 1920; document photocopié, août 1973.

Le programme officiel du parti, publié dans "La Presse" du 30 octobre, reprend les principales revendications ouvrières: l'éducation gratuite et obligatoire, l'assurance d'état contre la maladie et la vieillesse, une loi établissant la responsabilité du patron dans les accidents de travail, la journée de 8 heures, l'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans, la nationalisation des monopoles, etc...

À l'occasion de l'élection fédérale de 1900, le parti ne présente qu'une candidature ouvrière, celle de Fridolin Roberge, machiniste et président du Conseil fédéré, dans le comté ouvrier de Ste-Marie. Il est battu par le ministre des Travaux publics et perd par la suite son emploi, pour activités politiques.

Le parti est relancé en 1904 avec plusieurs candidatures ouvrières dont celle d'Alphonse Verville, plombier et président du CMTC et du Conseil fédéré de Montréal. Battu, Verville sera élu en 1906 et siègera au Parlement fédéral jusqu'en 1914. Il sera le défenseur d'un projet de loi pour la journée de 8 heures.

À partir de 1908, le parti ouvrier concentre ses énergies sur la scène municipale de Montréal. En 1910, il fait élire quatre échevins, en plus de Joseph Ainey au bureau de contrôle de la Ville.

Le CNMT (Conseil National des Métiers et du Travail) de Québec participe aussi aux élections municipales de Québec en 1910. Il présente 4 candidats. La même chose se produit dans un grand nombre d'autres villes du Canada. Cette période d'activités politiques intenses de la classe ouvrière est par ailleurs marquée par de nombreuses dissensions qui conduisent à l'effritement du parti à partir de 1912. Cela n'empêche pas toutefois le mouvement de se manifester concrètement et de présenter des candidats ouvriers à l'occasion des élections. Entre autres, la FCOM (Fédération des clubs ouvriers de Montréal) décide, en août 1917, de se lancer dans la politique fédérale et de présenter des candidats aux prochaines élections. Le parti social-démocrate agit dans le même sens.

En octobre 1917, un nouveau parti ouvrier canadien est fondé à l'initiative du CMTC, dont le président J.C. Watters invite Narcisse Arcand, vice-président du CMTC pour le Québec, et l'exécutif provincial du CMTC à mettre sur pied une section québécoise du nouveau parti ouvrier canadien. Le 23 octobre, le Conseil fédéré de Québec et Lévis adopte une résolution appuyant la fondation du parti et délègue des représentants au congrès de fondation du "Parti ouvrier du Canada, section Québec" les 3 et 4 novembre 1917 à Montréal. 208 délégués de 104 organisations ouvrières de tout le Québec y participent. Ils viennent de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sorel, Chicoutimi, Hull, Thetford Mines, Rivière-du-Loup, Valleyfield, St-Hyacinthe.

Le congrès adopte une série de résolutions, dont l'interdiction à tout capitaliste ou homme de profession de devenir un membre du parti. Il adopte un programme dont les principaux points sont les suivants:

- 1- *instruction gratuite et obligatoire;*
- 2- *étatisation des services d'utilité publique et des ressources naturelles, et nationalisation des banques et institutions de crédit;*
- 3- *législation directe par le peuple;*
- 4- *élimination graduelle de la plus-value par l'augmentation des impôts;*
- 5- *représentation proportionnelle;*
- 6- *abolition du sénat canadien.*

D'autres éléments du programme touchent à la "constitution canadienne" et à des propositions en vue de l'amender.

Un mois après sa fondation, le parti compte déjà plus de 7000 membres au Québec.

Plus tard, dans les années '30, on assiste à la formation, au Canada, du CCF, constitué et implanté d'abord chez les fermiers de l'ouest. Le CCF s'implante partout au Canada à l'exception du Québec où son aile, le PSD (Parti Social-démocratique) ne réussira jamais à faire de véritables percées. La création du NPD en 1961, à partir de la double base des syndicats et de l'ancien CCF, sera l'expression historiquement la plus importante de la rupture politique du mouvement ouvrier avec les partis bourgeois. Cependant, pour une série de raisons qu'il serait trop long d'analyser ici, mais au centre desquelles se trouve la question nationale, les travailleurs québécois ne sont jamais arrivés à se saisir du NPD comme de leur propre parti. Dans ce cadre général, on a connu à travers l'histoire diverses tentatives en vue d'assurer l'autonomie politique du mouvement ouvrier québécois, tout en maintenant des liens avec le mouvement ouvrier canadien anglais. L'une des plus intéressantes est celle qu'a menée, dans les années '50, la FUIQ (*Fédération des Unions industrielles du Québec*)², ancêtre de la FTQ et rattachée au CIO américain. À son congrès de Joliette, en mai '55, la FUIQ est saisie d'un manifeste, "*Le Manifeste au peuple du Québec*", qui réclame:

- le rapatriement de la constitution afin de l'amender et d'y inscrire une reconnaissance des droits démocratiques des *provinces*;
- *l'abolition du Sénat et son remplacement par une chambre élective confédérale;*
- *un plan complet de sécurité sociale et d'assurance-santé;*
- *la socialisation des ressources naturelles et des services publics (Le manifeste prévoit que la socialisation doit permettre une compensation aux actionnaires);*
- *la pleine reconnaissance du droit d'association et du droit de grève;*
- *l'éducation gratuite à tous les niveaux et obligatoire jusqu'à 16 ans;*
- *la reconnaissance des droits démocratiques.*

² Toutes les références à la FUIQ et au Congrès de Joliette de mai '55 sont tirées des conférences de formation du RMS données par Roch Denis (voir note précédente)

Sur la base de ce manifeste, 4 des 5 signataires se prononcent en faveur de la création d'un nouveau parti. Il s'agit de Charles Devlin, Jacques V. Morin, Philippe Vaillancourt et Roméo Mathieu (président du comité et secrétaire-trésorier de la FUIQ. lis déclarent:

"Les signataires de ce manifeste sont d'avis que la seule façon efficace de mettre en oeuvre les principes énoncés ci-haut est la formation d'un troisième parti politique dans la Province de Québec; un parti vraiment démocratique, contrôlé par les membres comme le sont déjà les associations syndicales et coopératives".

De plus, ce parti de classe, comme le désignent les signataires, ne devrait pas, selon eux, demeurer isolé.

"Nous entendons qu'un tel parti, dès sa fondation, en plus d'avoir un caractère socialiste et démocratique, devra s'affilier à l'internationale Socialiste".

Après un débat très serré entre les défenseurs du projet de fondation d'un parti ouvrier et ses opposants, le congrès ne devait finalement retenir que le Manifeste, amputé de la proposition d'action qui en découlait logiquement. Ce Manifeste devait être soumis à la discussion en espérant que des "solutions heureuses" en sortiraient. On devait l'utiliser, à toutes fins utiles, comme instruments d'une éducation politique envisagée comme préalable à l'action politique. Ce fut en somme la première version de la perspective "Éducation politique d'abord, Action politique ensuite", perspective mise de l'avant à chaque congrès depuis 25 ans par ceux qui s'opposent à l'action politique directe et autonome des travailleurs, sous prétexte que ceux-ci "ne sont pas prêts", et qu'il faut d'abord faire leur éducation. Il ne s'agit pas de nier l'importance de l'éducation politique, au contraire. Mais il faut savoir à quelle fin l'éducation est invoquée lorsqu'il est question d'action politique. Ces mêmes défenseurs de "l'éducation politique d'abord" ont toujours été par ailleurs les champions de la "neutralité" officielle du mouvement syndical, invoquant même, au besoin et de manière douteuse, la constitution de la centrale, dans le cas de la CSN, pour bloquer toute action politique autonome du mouvement.

Le lendemain du congrès de Joliette de la FUIQ, en mai '55, le Parti Libéral, alors dans l'opposition, célébrait dans son journal "La Réforme", l'avortement du projet de formation d'un parti ouvrier. Comme le fait aujourd'hui le PO, parti bourgeois d'opposition, le PL proposait à l'époque de ne pas morceler les forces vives de la nation et de réunir sous un même front l'ensemble des forces d'opposition. Il s'agissait en somme d'inviter les travailleurs à appuyer le parti le plus près d'eux, le plus "démocrate", le plus pur. En tant que parti d'opposition, flirtant avec le mouvement syndical pour tenter de gagner son appui, le PL de l'époque est allé plus loin que le PQ n'est encore jamais allé, en invitant à son congrès les dirigeants des organisations ouvrières, invitation qu'ils ont heureusement refusée. Voilà le genre de choses qu'un parti bourgeois d'opposition est prêt à faire en plus de ses nombreuses promesses électorales. Il n'est pas non plus nécessaire de faire des dessins à personne pour démontrer que le PL, parti qui se décrivait lui-même comme le plus proche des travailleurs dans les années '50, n'est pas tellement loin aujourd'hui du duplessisme du parti au pouvoir des années '50.

Selon cette "logique" de l'appui au parti "le plus près de nous", dans les années '60, la CSN et la FTQ (en 1963) appuyaient le Parti Libéral de Jean Lesage et René Lévesque contre l'Union Nationale. Dans les années '70, le Parti Libéral qu'il fallait appuyer 10 ans plus tôt, est maintenant au pouvoir et fait par rapport aux travailleurs la même politique anti-ouvrière que l'UN quand elle était au pouvoir. Il faudrait maintenant, selon la même "logique" appuyer le PQ du même René Lévesque, le parti qui est "le plus près de nous", le plus démocrate, le plus propre. Et ainsi de 10 ans en 10 ans, l'histoire se répète sans que le mouvement ouvrier ne fasse un pas dans le sens de son émancipation.

Nous devons rompre avec cette tradition, abandonner cette fausse neutralité politique qui est en fait la subordination aux partis bourgeois étrangers aux intérêts des travailleurs. Cela nous conduit inmanquablement à appuyer ces partis qui, tôt ou tard, se retournent contre nous. Il est temps que nous fassions de l'action politique à notre propre compte.

POUR LA PLEINE SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS,

CONSTRUISONS LE PARTI DES TRAVAILLEURS, NOTRE PARTI,

DEMANDONS LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE
INTERSYNDICALE D'ORIENTATION ET D'ACTION POLITIQUE.

APPELONS À LA DÉSIGNATION DE CANDIDATS DES
TRAVAILLEURS AUX PROCHAINES ÉLECTIONS SUR LA BASE DE
NOTRE PROGRAMME.

Louis Gill
pour le comité du programme
et le comité de coordination du RMS
avril 1976.

II - Cahier de revendications des travailleurs organisés

1 - Droit au travail

[Retour à la table des matières](#)

Notre droit au travail est un droit fondamental qui, pourtant, est nié tous les jours dans la société capitaliste fondée sur le profit.

Alors que les richesses s'accumulent dans cette société, le chômage et la pauvreté continuent d'augmenter.

Mises à pied, fermetures d'usines, coupures des budgets gouvernementaux, etc... augmentent sans cesse la masse des sans-travail, transformant en chômeurs chroniques et assistés-sociaux un nombre de plus en plus élevé de travailleurs qui sont ainsi réduits à vivre des miettes de cette société malade.

Les travailleurs ne sont pas responsables de cette situation, mais en sont les victimes.

Nous ne pouvons pas continuer à supporter les conséquences d'un régime où les intérêts de l'entreprise privée priment sur les droits des travailleurs. Nous ne pouvons pas accepter que notre droit au travail continue ainsi à être nié au nom de la nécessité du profit.

Nous revendiquons:

- 1) *La reconnaissance du droit universel au travail comme droit qui prime sur les intérêts du capital et de la propriété privée.*

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (27 août '73). Principe reconnu dans toutes les Déclarations de Principes des centrales

et leurs instances régionales - renouvelé dans les rapports moraux et résolutions de congrès, déclarations, manifestes, etc...

- 2) *La consignation dans les textes de loi de ce principe fondamental autour duquel devrait s'articuler toute législation ouvrière.*

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (27 août '73)
CEQ: Politiques... Résolution du 23e congrès '73.

- 3) *La mise en oeuvre d'une politique d'emploi permettant de réaliser ce principe et d'assurer la sécurité d'emploi.*

FTQ: Programme d'urgence (déc. '70)
CSN: Mesures de paix (déc. '70)
FTQ: "Le combat inévitable (congrès '73)
CSN: "Vivre à notre goût" (congrès '74)
CEQ: Résolutions du 24e congrès ('74)

- 4) *L'ouverture des livres comptables, l'accès aux résultats commerciaux, aux projets d'investissements, et aux objectifs généraux des entreprises et de chacune de leurs succursales.*

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (août '73)
FTQ: "Notre place dans l'entreprise"
(document du 13e congrès '73)

- 5) *La négociation des changements technologiques et le recyclage ou le perfectionnement sans perte de salaire aux frais de l'entreprise ou du gouvernement.*

FTQ: "Notre place dans l'entreprise"
(document du 13e congrès '73)
CCSNM: Résolutions du congrès '73

- 6) *En cas de diminution des activités, de fermetures d'usines, d'entreprises, d'écoles, d'hôpitaux, etc... que le gouvernement affirme le respect du principe inaliénable du droit au travail.*

- a) en assumant lui-même la responsabilité de la réouverture, ou
- b) en assurant la réaffectation des travailleurs mis à pied à un autre emploi sans perte de salaire, ou
- c) en exigeant de l'entreprise qu'elle continue, pendant la première année, à payer le plein salaire aux travailleurs qu'elle met à pied et qu'elle assume 50% du coût du chômage pour les deux années suivantes (le reste des coûts étant assumés par la caisse d'assurance-chômage).
- d) en devenant l'employeur de dernière instance.

Qu'une loi établisse la sécurité totale d'emploi des travailleurs dans ces cas de ralentissement ou de fermeture.

FTQ: Sécurité d'emploi et fermeture d'usines
(document du 13e congrès '73)
CSN: "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système
économique actuel" (1971)
CSN: Demandes au gouvernement fédéral (14 mars '75)
Revendication générale du mouvement ouvrier
(conventions collectives, Front Commun...)

2 - Législation du travail

a) Droit à la syndicalisation et à la liberté syndicale.

[Retour à la table des matières](#)

Par leur action, les travailleurs ont gagné le droit d'association qui est maintenant reconnu au Canada depuis 1872 (Loi du gouvernement MacDonald). Pourtant, à peine 40% des travailleurs sont aujourd'hui syndiqués au Québec. Les autres sont livrés à l'arbitraire patronal le plus complet.

Notre seule force face au patronat et au gouvernement réside dans notre organisation. Mais les lois actuelles maintiennent des obstacles insurmontables à une généralisation de la syndicalisation, permettant à l'employeur de congédier des employés en période d'organisation syndicale, etc...

La liberté d'organisation est un droit fondamental. Mais les régimes capitalistes, qui se prétendent démocratiques, la foutent aux pieds chaque jour.

De plus, à chaque occasion, le gouvernement tente de s'ingérer dans les affaires syndicales, impose des tutelles, etc... visant à contrôler nos organisations et mettre un frein à notre militantisme.

Face à ces situations,

Nous revendiquons:

- 1) La pleine reconnaissance du droit d'association pour tous les travailleurs et une refonte du Code du travail permettant de l'assurer:
  - a) Interdiction à l'employeur de congédier un employé en période d'organisation syndicale;

- b) Mise en place de mécanismes permettant l'accréditation sectorielle;
- c) Possibilité de dépôt d'une demande d'accréditation dès que 30% des travailleurs auront signé une carte d'adhésion pour ensuite ordonner un vote dans l'unité d'accréditation.

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (août '73)
 FTQ: "Le combat inévitable" (congrès '73)
 CSN: "Vivre à notre goût" (congrès '74)
 CEQ: Politiques... Résolutions des 22^e et 23^e congrès, '72-'73)
 FTQ: Résolution présentée au congrès '75 par les TUA, local 510, Longueuil (United Aircraft)

- 2) La pleine reconnaissance du principe de la liberté syndicale, de la possibilité pour les travailleurs de vivre le syndicalisme à l'intérieur des cadres que le mouvement désire se donner en toute autonomie face au patronat et au gouvernement. Cela signifie:

- a) Non aux tutelles gouvernementales:
- b) Non aux ingérences de l'État dans les syndicats (contrôle des finances, des votes de grève, des élections, des statuts et règlements, du choix des officiers syndicaux, etc...).

CEQ: Politiques - Résolutions du 21^e congrès '71
 CSN: "Vivre à notre goût" (congrès '74)
 CEQ-CSN-FTO: Positions face aux résultats de la Commission Cliche
 CSN: Organisons la résistance (contre le bill 24, juin '75)
 CEQ: Ligne Directe, sur le Bill 24, juin '75
 FTQ: Résolution des ouvriers unis de l'électricité (local 556) au congrès '75, sur le Bill 24.

- 3) La Formule Rand

Demandée par les trois centrales.

FTQ: Congrès '75 - Résolution des TUA, local 510, Longueuil (United Aircraft)

b) Droit à la négociation et à la grève.

[Retour à la table des matières](#)

Notre seule propriété, c'est notre force de travail, c'est-à-dire notre capacité *physique*, notre habileté, notre intelligence et notre *disponibilité*. Nous la vendons à nos employeurs sur le marché du travail et nous voulons pouvoir négocier les *conditions dans lesquelles nous la vendons*. Nous voulons aussi pouvoir cesser de la leur *vendre en* recourant à la grève, notre seule arme véritable pour faire valoir nos droits contre eux.

Mais notre droit à la grève est nié de la même manière que notre droit au travail. Il n'y a pas de limite à *l'inventaire des mesures* auxquelles le patronat et les *gouvernements ont recours pour casser les grèves: injonctions, lois spéciales, matraquage, répression policière et judiciaire, listes noires, désaccréditation du syndicat, condamnations et emprisonnements, utilisation de scabs et de fiers-à-bras, etc...*

Nous *condamnons toutes* ces mesures; nous refusons toute atteinte à notre droit de *négociation, toute* limite à notre droit de grève.

Nous revendiquons:

- 1) La pleine reconnaissance du droit de négociation pour tout syndicat et la mise en place de mécanismes rendant ce droit effectif. Dans le secteur public, la mise en place de mécanismes permettant une négociation centrale conforme aux exigences des trois centrales, FTQ-CSN-CEQ.

Revendication générale du mouvement ouvrier.

- 2) La mise en place de mécanismes permettant un règlement rapide des griefs à l'arbitrage.

CEQ: Politiques - Résolutions des 22e et 23e congrès

- 3) La pleine reconnaissance du droit de grève pour tous les travailleurs et en tout temps comme droit inaliénable et qui ne peut être négocié. En ce sens, reconnaissance immédiate de ce droit en cas de:

- a) danger pour la sécurité physique, la santé ou l'hygiène des travailleurs;
- b) mécontentement sur les cadences, les charges de travail ou les changements technologiques;
- c) grief collectif.

Déclarations de Principes des centrales.

FTQ: "Le combat inévitable" (congrès '73)

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (août '73)

CEQ: Politiques - Résolution du 23e congrès 73 ('72-'73)

CEQ: Décisions du 24e congrès '74

FTQ: Mémoire présenté à la commission parlementaire sur la "Charte des droits de l'homme", 21 janvier '75.

- 4) L'adoption d'une loi anti-scab:

- a) obligeant les entreprises à arrêter toute production et distribution lorsque les travailleurs sont en grève et prévoyant de fortes pénalités pour les entreprises récalcitrantes;
- b) rendant illégale l'utilisation de scabs et de forces policières et prévoyant que cette utilisation entraînera la fermeture immédiate de l'entreprise;

- c) obligeant l'employeur à reprendre tous les grévistes après une grève avec pleine reconnaissance de tous leurs droits.

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (27 août '73)
 CSN: "Vivre à notre goût" (congrès '74)
 FTQ: Mémoire sur la "Charte des droits de l'homme", 21 janvier '75
 FTQ: Résolution présentée au congrès '75 par les TUA, local 510 (United Aircraft)

- 5) Un terme à l'utilisation d'injonctions et de lois spéciales dans tout conflit de travail et de l'intervention de la police ou de l'armée contre les travailleurs dans les grèves, lock-out ou manifestations.

CEQ: Politiques - Résolutions du 21e congrès '71
 FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (27 août '73)
 CRIM: Cahier de revendications (nov. '73)
 FTQ: Résolution présentée au congrès '75 par les TUA, local 510 (United Aircraft)

- 6) Un terme à l'utilisation de fiers-à-bras et de bandes armées privées (agences de "sécurité") sur les lieux de travail.

3 - Conditions de travail

a) Santé et sécurité au travail.

[Retour à la table des matières](#)

Chaque année, des centaines de milliers de travailleurs sont victimes d'accidents de travail au Québec et réclament des compensations à la C.A.T.

De ce nombre, de 200 à 300 sont des accidents mortels, dont environ le quart dans l'industrie de la construction.

Les maladies industrielles (amiantose, silicose, maladies de la peau, maladies nerveuses, etc...) *continuent de faire des ravages.*

Le patronat et le gouvernement sont responsables de cette situation. Les employeurs ne sont pas prêts à assumer les coûts de la protection des travailleurs. Ils ne reculent *devant rien* pour s'assurer des profits. La santé et la sécurité des travailleurs ne pèsent pas lourd à côté de cet *objectif*.

Lorsque les travailleurs sont blessés ou devenus incapables de continuer à travailler à cause de maladies industrielles, ils sont pénalisés en ne recevant qu'un faible pourcentage de leur salaire.

Contre ces *conditions imposées* par les patrons avec le concours des gouvernements, nous *disons*:

"La sécurité avant le travail." (document FTQ, 1er mai 1975) "Non au travail qui tue." (Tract CSN, mai 1975)

"Pleine compensation pour l'incapacité de travailler.

"Contrôle des *syndiqués* sur les conditions de sécurité et de sa santé!"

Nous revendiquons:

- 1) La reconnaissance du droit pour un employé (droit individuel) de refuser de travailler, sans perte de salaire pour des raisons de sécurité et d'hygiène.

FTQ: "Notre place dans l'entreprise" (document du 13^e congrès '73)

CSN: Clause type de sécurité santé (avril '75) Document du Conseil confédéral sur la lutte contre les mesures Trudeau (janv. '75)

- 2) Le droit syndical (droit collectif) de faire cesser le travail dangereux sur constat du délégué d'atelier ou de chantier. Reconnaissance du droit de grève pour faire assurer la sécurité.

FTQ: "La sécurité avant le travail" (1er mai '75)

- 3) L'adoption d'un code unifié de sécurité-santé régissant les conditions de sécurité et de qualité de vie s'appliquant à tous les milieux de travail.

CSN: La mobilisation des travailleurs sur les conditions de travail '75)

FTQ: Le contrôle des travailleurs sur leur santé. Document du 14^e congrès, déc. '75)

- 4) L'identification par la Commission des accidents de travail des substances dangereuses, en tout milieu de travail et l'établissement de normes maximales de concentration permises de ces substances (ex.: 2 fibres d'amiante par c.c. d'air). L'obligation pour l'employeur d'utiliser les appareils de détection, d'alarme et de protection. La reconnaissance du droit du syndicat d'effectuer ses propres prélèvements et vérifications. La mise en application d'un programme destiné à pourvoir chaque secteur industriel d'un nombre d'inspecteurs gouvernementaux qualifiés, suffisant pour assurer un contrôle strict des conditions de sécurité et de santé sur les lieux de travail.

CSN: Clause type en sécurité-santé (avril '75)

CSN: Le Travail - édition spéciale sur l'amiante (avril '75)

FTQ: "La sécurité avant le travail" - 1er mai '75)

FTQ: Le contrôle des travailleurs sur leur santé - document du 14e congrès - '75.

- 5) Le droit de passer des examens médicaux pendant les heures de travail, sans perte de salaire.
- 6) L'obligation pour chaque entreprise de soumettre à des examens médicaux périodiques, les ouvriers exposés aux métalloïdes, tels le plomb, le tellure, le selenium, l'amiante, le cadmium, etc.... ainsi que les produits chimiques et toxiques qui nécessitent un tel contrôle.

mêmes sources.

- 7) Le droit d'être transféré à un autre travail sans diminution de salaire si les conditions de santé l'exigent.

mêmes sources.

- 8) L'assurance d'une pleine compensation (100% du salaire et des avantages sociaux) aux frais de l'entreprise pour toute absence temporaire due à un accident de travail ou à l'état de santé (maladie industrielle, etc.) ou, pour toute retraite provoquée par une incapacité permanente résultant des conditions de travail.

FTQ: Congrès de '75

CCSNM: Congrès de '75

- 9) Que le gouvernement encourage et subventionne la formation et la recherche en médecine du travail.

FTQ: Congrès de '75

- 10) L'élimination du salaire au rendement.

FTQ: "Notre place dans l'entreprise" (congrès '73)

CSN: "L'attitude syndicale face à la mesure du travail et aux systèmes de rémunération au rendement" (mars '73)

CSN: Conseil Confédéral de janv. '76

b) Durée du travail et vacances

[Retour à la table des matières](#)

Les batailles pour la *réduction* de la journée et de la semaine de travail sont parmi les plus *anciennes batailles* du mouvement ouvrier. Pourtant, au Québec, aucune loi ne fixe, pour tous les travailleurs, *un plafond* à la durée de la journée ou de la semaine de travail. *Nous* voulons une *journée* et une semaine de travail qui nous permettent de nous reposer et de refaire nos

forces. *Nous* ne voulons pas que le travail supplémentaire puisse nous être imposé et augmente ainsi, de manière déguisée, la durée du travail, contribuant *en même temps* à maintenir en chômage des masses de travailleurs.

Nous revendiquons:

- 1) L'établissement de la durée maximum de la journée de travail à 8 heures et de la semaine de travail à 40 heures pour tous les travailleurs avec un échéancier réduisant graduellement la semaine de travail à 35 heures et pour toutes les industries.

CSN: Mesures de paix (déc. '70)
FTQ: "Notre place dans l'entreprise" (congrès '73)

- 2) Le temps supplémentaire sur une base volontaire et non obligatoire.

FTQ: "Notre place dans l'entreprise" (congrès '73)
Nombreuses grèves là-dessus (Firestone, Gypsum, United Aircraft, etc...).

- 3) Le paiement du temps supplémentaire à temps et demi (150%) pour les 4 premières heures, temps double (200%) pour les 4 prochaines heures, temps triple (300%) pour les heures suivantes.

CSN: Mesures de paix (déc. '70)

- 4) Un mois de vacances payées par année.

CSN: Conseil confédéral - document sur la lutte contre les mesures Trudeau (janv. '76).

Note du RMS

Au mois de vacances par année devrait s'ajouter la revendication du paiement du "13e mois" comme prime de vacances permettant d'assumer les frais supplémentaires associés aux vacances. Cette revendication est mise de l'avant par de nombreux syndicats. Par ailleurs, la durée du travail ne peut être fixée indépendamment d'une politique d'emploi reposant sur le respect du principe fondamental du Droit au travail pour tous et de l'élimination complète d'un chômage chronique. Cela implique que les revendications précédentes s'intègrent dans le cadre de la revendication plus générale d'une diminution de la semaine de travail sans diminution de salaire de manière à répartir le travail disponible total parmi l'ensemble des travailleurs et à lier ainsi travailleurs et chômeurs dans la poursuite d'un objectif commun.

c) Salaires

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'avons pas à supporter le poids de la vie chère imposée par le régime du profit. Nous voulons que tous aient un salaire convenable et que notre pouvoir d'achat ne puisse être diminué unilatéralement par les hausses de prix.

Nous revendiquons:

- 1) Un salaire minimum de \$4.00 de l'heure rétroactivement au 1er novembre '75 indexé trimestriellement avec intégration des montants d'indexation dans l'échelle salariale.

CSN-CEQ-FTQ: "La hausse des prix, c'est du vol organisé"
Document du colloque de mars '74.
CSN: Conseil confédéral de janv. '76
CSN-CEQ-FTQ: Revendications du Front Commun
"Mesures de justice" (nov. '75)

- 2) L'indexation trimestrielle avec intégration dans l'échelle, pour tous les salaires, par voie de législation.

CSN: Conseil Confédéral Janv. '76
CSN-CEQ-FTQ: "Mesures de justice" (nov. '75)

4 - Santé et services sociaux

a) Santé

[Retour à la table des matières](#)

On ne dépensera jamais trop pour la santé et les services sociaux. Seuls les profiteurs du système affirment le contraire.

Des services de santé sans cesse améliorés doivent être facilement accessibles à tous. Les files d'attente dans les hôpitaux doivent être éliminées et tous doivent avoir un traitement égal face aux services de santé. Cela n'est possible qu'en consacrant des sommes accrues à la santé et en généralisant l'accès à la formation médicale de manière à disposer d'un nombre suffisant de médecins et de techniciens de la santé.

Nous revendiquons:

1) Un système d'assurance-maladie universel, public et complet.

En ce sens les mesures suivantes sont revendiquées:

- a) L'élargissement de la couverture de l'assurance-maladie à tous les services (soins dentaires, prothèses, lunettes, etc...);
  - b) Le financement des services de santé à l'aide d'un impôt progressif et non régressif (de manière à ce que les riches paient proportionnellement plus que les pauvres);
  - c) L'élimination des organismes privés du domaine de la santé et l'intégration des hôpitaux privés, cliniques privées et services ambulanciers dans le système public.
  - d) La rémunération des médecins au temps et non plus à l'acte.
  - e) L'étatisation de la production, du contrôle et de la distribution des médicaments. Comme mesure immédiate, mise sur pied d'une Régie d'État pour contrôler le prix des médicaments;
  - f) Une législation anti-pollution avec pénalités contraignantes en cas de délit tant pour la pollution alimentaire que pour la pollution de l'eau, de l'air et par le bruit;
  - g) Une politique de médecine préventive, dépistage et diagnostic.
Des subventions à la médecine du travail;
  - h) Le financement par l'État des cliniques populaires, contrôlées par les usagers et les travailleurs des cliniques;
  - i) Le contrôle par les usagers et les travailleurs de la gestion des établissements de santé (centres hospitaliers, CLSC, etc...).
- Mémoires remis aux gouvernements par les centrales, individuellement ou conjointement depuis 1943.
  - Revendications du premier front commun intersyndical en '70, reprenant les revendications des 2,500 participants des colloques régionaux intersyndicaux (printemps '70).
  - Résolutions adoptées lors des congrès spéciaux organisés principalement par la FNS (devenue la FAS) et les Conseils Centraux de la CSN dans toutes les régions du Québec en '73 sur la loi 65 (1,400 travailleurs représentant environ 100,000 syndiqués; plus de 300 résolutions sont adoptées dans ces congrès).
  - Cahier de revendications du CRIM (nov. '73)
  - Mesures de paix, CSN '70

Note du RMS

La question du contrôle de la gestion par les usagers et les travailleurs a été posée au niveau des centrales par rapport aux propositions gouvernementales de "participation" aux conseils d'administration, principalement à l'occasion des débats autour de la loi 65 en 1973. Après quelques années d'expérience de cette fausse voie, un constat d'échec de la part des syndiqués les amène logiquement à s'écarter de ces formules de participation où ils n'ont finalement aucun pouvoir et où ils sont associés contre leur gré à la prise des décisions patronales conduisant à une déqualification systématique des services de santé à l'encontre des intérêts des travailleurs et des usagers.

Conformément à l'un de nos trois principes fondamentaux, celui de l'indépendance totale des syndicats face au patronat, au gouvernement et à leurs structures de "participation", nous du RMS croyons qu'il ne peut être question que d'un véritable contrôle ouvrier en toute indépendance, c'est-à-dire excluant toute participation des travailleurs aux organismes décisionnels des patrons et du gouvernement. La question cependant est loin d'être réglée à l'intérieur du mouvement et le débat doit se poursuivre.

b) Garderies

[Retour à la table des matières](#)

La *reconnaissance* du droit au travail pour tous implique la *reconnaissance* de ce droit sur une base égale pour l'homme et la femme. Cela exige le recours aux moyens *qui* permettront de soulager le couple, et plus particulièrement la femme, des tâches familiales et ménagères, et de socialiser ces tâches, c'est-à-dire en faire assumer l'accomplissement et le *financement* par l'ensemble de la société.

Nous revendiquons:

Un système complet de garderies financées par l'État et contrôlées par les usagers et le personnel et ouvertes 24 heures par jour et sept jours par semaine.

FTQ:	Congrès '75
CEQ:	Résolution des 23e et 24e congrès '73-'74
CSN:	"Vivre à notre goût" (congrès '74)
CEQ:	Condition féminine (mai '75)

c) Assurance-automobile

[Retour à la table des matières](#)

De 1970 à 1976, si nous avions eu au Québec *un* régime semblable à ceux *qui* existent déjà dans d'autres provinces (depuis 1946 en *Saskatchewan*), nous aurions épargné en dépenses administratives, *environ un milliard de*

dollars qui auraient pu servir, comme il se doit, à améliorer la protection de l'ensemble des automobilistes et à réduire le coût des primes.

Nous revendiquons:

L'élimination de l'entreprise privée dans l'assurance automobile. La mise sur pied d'une société gouvernementale d'assurances permettant de réduire considérablement les primes (le Manitoba et la Saskatchewan possèdent déjà un tel système -la Colombie Britannique en possédait un jusqu'à l'arrivée du gouvernement Bennett) et vendant également de l'assurance-vie, accidents, feu, etc... dans une perspective d'élimination de l'entreprise privée oeuvrant dans ce domaine.

FTQ: "Le combat inévitable" (congrès '73)
CSN: Revendication maintes fois reprise depuis '70

d) Assistance sociale et pensions de vieillesse.

[Retour à la table des matières](#)

Les *pensionnés, retraités*, assistés sociaux et tous ceux *qui* vivent au seuil de la pauvreté sont, avec les chômeurs, les plus touchés par les hausses de prix. Leurs revenus *déjà insuffisants fondent à* vue d'œil avec *l'inflation*.

Nous revendiquons:

- 1) Le relèvement des pensions de vieillesse et le réajustement des allocations sociales en fonction de l'augmentation du coût de la vie. L'indexation réelle sur une base trimestrielle des pensions de toutes sortes (vieillesse, accidentés, etc...), des allocations sociales, familiales et des rentes.

Pour les allocations de bien-être versées aux assistés sociaux, indexation trimestrielle de chacun des éléments constituant l'allocation:

- loyers
- système de chauffage et ameublement - huile à chauffage
- gaz - électricité
- alimentation

La prise en charge des taxes municipales par le Trésor public pour les assistés sociaux.

CSN-CEQ-FTQ: La hausse des prix, c'est du vol organisé,
document du Colloque sur l'inflation et l'indexation
(mars '74).

- 2) Un régime de pension public, universel pour garantir vraiment à tous les travailleurs un revenu suffisant à l'âge de la retraite.

- 3) Que tous les régimes de rentes supplémentaires soient obligatoirement enregistrés à la Régie des Rentes du Québec.
- 4) Que la loi soit modifiée afin de prévoir que l'âge normal de la retraite dans un régime de rentes, ne doit pas dépasser 65 ans, au lieu de 70 ans comme elle le prévoit présentement.
- 5) Que la seule base légale de calcul de la rente soit la moyenne des trois meilleures années.
- 6) Que par voie de législation, tout régime supplémentaire de rente assure l'indexation à l'indice des salaires industriels.

CEQ: Politiques - Résolutions du 22e congrès '72
 CSN-FTQ: Mémoire soumis à l'ACOR sur les Régimes de rentes (mars '75)

- 7) Le contrôle des travailleurs sur la gestion de leurs caisses de retraite et l'administration de leurs fonds.
- 8) Que les grévistes et les lock-outés soient éligibles à toutes les formes d'assistance sociale au même titre que tout autre citoyen.

FTQ-CSN: Manifeste des grévistes (27 août '73)

- 9) L'établissement d'un revenu annuel garanti d'un minimum de \$7,000. par an avec une augmentation annuelle basée sur l'augmentation du Produit National Brut et indexé trimestriellement au coût de la vie.

FTQ: Résolution soumise par le CTM au congrès '75.

e) Assurance-chômage.

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne sommes pas responsables du *maï chronique qu'est le chômage* en régime capitaliste mais nous en sommes les victimes. Pourtant, ceux d'entre nous, sans cesse plus *nombreux, qui* sont frappés par le chômage, ne peuvent *bénéficier d'une protection convenable*. Par surcroît, le gouvernement diminue cette protection et tente de transférer une part encore plus grande du financement du régime d'assurance-chômage sur le dos des travailleurs et soulage ainsi les patrons. Cela est *inadmissible*. Seuls les employeurs et leur système sont responsables du chômage. C'est à eux seuls de défrayer en entier le régime d'assurance-chômage.

Nous revendiquons:

- 1) Que le régime d'assurance-chômage procure aux chômeurs une aide financière qui leur permette de subvenir à leurs besoins entre deux emplois. Qu'il facilite la réinsertion des chômeurs dans la vie active en

donnant une formation professionnelle à ceux qui n'en ont pas ou en recyclant ceux dont la qualification est périmée. Que le régime assure les avantages suivants:

- a) que tout chômeur soit admissible aux prestations de la CAC dès qu'il perd son emploi. Qu'on élimine ainsi le délai de carence de deux semaines prévu dans la loi
- b) que le taux des prestations soit calculé sur la moyenne des 20 meilleures semaines d'emploi assurable durant la période de référence;
- c) qu'un prestataire tombant malade puisse recevoir des prestations maladie;
- d) qu'un travail à plein temps de moins de 3 semaines ne termine pas une période de prestations et qu'un travail à plein

38

temps de 8 semaines ou plus permette d'établir une nouvelle demande de prestations;

- e) que les allocations de départ (payes de séparation, y compris les primes et boni) ne réduisent pas ni n'éliminent les prestations d'assurance-chômage.
- Rapport du mouvement Action-Chômage au 17 congrès du CSNM (1975)
- Mémoire de la CSN soumis au Ministère de la Main-d'Oeuvre sur les effets du nouveau régime d'assurance-chômage (1972).

Note du RMS

Face aux efforts du gouvernement en vue de diminuer les avantages du système et d'en faire porter une part plus grande du financement sur le dos des travailleurs, nous devons aussi demander le rappel immédiat de ces mesures et le financement du régime d'assurance-chômage exclusivement par les employeurs, seuls responsables du chômage.

5 - Conditions de vie hors travail

[Retour à la table des matières](#)

Les logements accessibles aux travailleurs sont de plus en plus rares et les loyers ne cessent *d'augmenter*. Alors qu'on gèle les salaires, on laisse les loyers augmenter au gré des propriétaires et on augmente les tarifs du transport *en commun*. La priorité est à la *construction de* logements de luxe parce qu'il y a de meilleurs profits à en tirer.

La spéculation *foncière* bat son plein et on ne fait rien pour les loisirs, mais on trouve tout l'argent nécessaire pour des folies comme les Jeux olympiques. Avec le milliard de déficit des Jeux olympiques, on aurait pu:

- assurer la gratuité du transport en commun pendant 10 ans à Montréal;
- construire 33,000 habitations pour personnes âgées ou 120,000 logements à loyer modique;
- construire 400 arénas de quartier.

(Selon Michael Fainstat, conseiller municipal du RCM à Montréal, *Le Devoir*, 25 mars 1976).

a) Logement

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) L'adoption d'une politique de logement visant les objectifs suivants:
  - a) la mise en chantier d'un vaste programme de construction d'habitations à loyer modique (HLM) et de rénovation urbaine au Québec, entièrement sous contrôle public;
  - b) l'élimination totale des taudis et logements insalubres;
  - c) l'élimination totale de la spéculation foncière et de l'exploitation dans le logement.
- 2) L'élaboration d'une échelle des loyers qui tienne compte de la capacité de payer des travailleurs avec ajustement annuel. Entre-temps, application d'un véritable contrôle des loyers basé sur le principe que le logement est un droit au même titre que la santé et l'éducation.

- 3) La reconnaissance du droit d'association des locataires, du droit de négociation avec le propriétaire et du droit de grève des loyers.
- 4) La mise en place de mécanismes de relogement pour les locataires déplacés.
- 5) L'élimination de l'entreprise privée du secteur de la construction de logement et la création d'une entreprise publique pour la remplacer et réaliser un programme de construction de logements conformes aux besoins des travailleurs.
- 6) L'élimination complète de la spéculation foncière par la nationalisation du sol urbain. Dans ce cadre, imposition d'une taxe spéciale de 90% sur les gains réalisés par la spéculation immobilière et interdiction de revendre les terrains devenus propriété publique.

FTQ	Programme d'urgence (déc. '70)
CSN	Mesures de paix (déc. '70)
FTQ	"L'État, rouage de notre exploitation" (déc. '71)
CSN	Document d'orientation n° 2 (oct. '73)
CRIM	Cahier de revendications n° 1 (nov. '73)
CSN-CEQ-FTQ	Mesures de justice (nov. '75)
FRAP	Programme (1970) - Les salariés au pouvoir.

b) Transport

[Retour à la table des matières](#)

Le transport en commun est un service public. Il doit être confortable, rapide et peu coûteux. Il ne peut exister en parallèle avec un service privé ayant le monopole des secteurs rentables. L'existence d'un système privé (rentable) qui laisse les déficits au secteur public ne peut que contribuer à la déqualification des services de transport en commun et à une augmentation des tarifs au détriment des usagers. Seul un système de transport exclusivement public et intégrant toutes les activités peut assurer des services convenables à des tarifs réduits, dans l'intérêt des usagers.

Nous revendiquons:

- 1) L'adoption d'une politique du transport en commun fondée sur le fait que le transport est un service public, qu'il doit être rapide, confortable, sûr et peu coûteux et qu'il doit favoriser un cadre de vie urbain et un environnement conforme aux besoins des travailleurs.
- 2) En conformité avec cette politique, interruption de toute nouvelle construction d'autoroutes dans les villes et octroi de crédits aux municipalités

pour améliorer les systèmes de transport en commun (par ex., le métro à Montréal).

- 3) Le rappel des hausses récentes des tarifs du transport en commun. Le gel immédiat des tarifs et leur réduction graduelle jusqu'à la gratuité.
- 4) L'élimination de l'entreprise privée (Murray Hill, etc...) du domaine du transport en commun et son remplacement par une entreprise publique intégrée.
- 5) La mise sur pied dans les grands centres urbains de Commissions régionales des transports, desservant toute la région et intégrant tous les modes de transport à caractère régional: métro, autobus, trains de banlieue, express régionaux, parcs de stationnement aux têtes de lignes de métro et de train.
- 6) Que ces commissions aient juridiction sur tout le transport dans leurs territoires, y compris les services touristiques, charte-parties, desserte exclusive des aéroports, en plus du transport des écoliers et du transport régulier de passagers (secteurs traditionnellement rentables et monopolisés jusqu'ici par l'entreprise privée).
- 7) Que le taxi devienne un service public, complémentaire du réseau de transport en commun. Que, pour réaliser cet objectif, on favorise dans les grands centres urbains, la mise sur pied de Corporations Publiques régionales, chargées d'assurer les services du taxi. Qu'on élimine par le fait même les flottes privées de taxi et qu'on reconnaisse aux travailleurs du taxi le droit de s'organiser en syndicat comme pour tous les autres travailleurs.

CRIM:	Cahiers de revendications (nov. '73)
COT	Conseil ouvrier du transport (COT)
	Manifeste (mars '72)
FRAP:	Programme ('70)
Note	Position des trois centrales face à la hausse des tarifs.

c) Loisirs

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) Une politique de loisirs conforme aux besoins des travailleurs impliquant la fin des projets de prestige comme Terre des Hommes et les Jeux olympiques et le financement de projets visant à assurer l'accès aux sports et aux loisirs à l'année longue par la mise en place d'équipements collectifs (centres de conditionnement physique, arénas, piscines, parcs, etc...)

- 2) La transformation des lieux de loisirs publics comme la Place des Arts en des lieux accessibles à l'ensemble des travailleurs, notamment par des prix abordables.
- 3) L'accès à tous les lacs, rivières et forêts du Québec. L'élimination des clubs privés de chasse et de pêche.

CSN: Document d'orientation n° 2 (oct. '73)
 CRIM: Cahier de revendications (nov. '73)
 FRAP: Programme ('70)

6 - Question nationale

[Retour à la table des matières](#)

Les Québécois *ressentent une oppression nationale qui tire son origine dans le vieil empire colonial britannique* et qui s'exprime depuis 1867 à l'intérieur de la *Confédération Canadienne*, créée par le parlement de *Londres* pour unifier ses colonies britanniques d'Amérique du Nord sous une même structure étatique.

Il n'y a pas de véritable constitution au Canada. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) qui tient lieu de constitution est une loi du parlement de Londres, adoptée en secret, sans avoir jamais été soumise à un débat public au Canada.

Aucun droit démocratique n'y est inscrit. Aucune souveraineté politique du peuple n'y est reconnue. Les membres du Sénat canadien ne sont pas élus mais nommés. Le gouverneur général, désigné à Londres peut prendre les décisions qu'il veut sans avoir de compte à rendre à la population comme l'ont démontré les événements récents en Australie où le gouverneur a unilatéralement révoqué un gouvernement élu par la population.

Nous revendiquons:

- 1) L'auto-détermination du peuple du Québec jusqu'à son droit de se constituer en nation indépendante.
- 2) Le rapatriement de la "constitution" canadienne, l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB). L'élaboration d'une constitution contenant une déclaration des droits démocratiques de l'homme et une refonte des structures politiques du pays.
- 3) L'abolition du Sénat actuel (vestige de l'empire colonial) et son remplacement par un corps d'élus représentant le gouvernement central et les

provinces avec droit de veto des provinces sur les questions constitutionnelles.

4) Des mécanismes électoraux vraiment démocratiques:

- a) une nouvelle carte électorale basée sur le principe de la représentation proportionnelle visant à donner un plus grand nombre de comtés aux villes, là où les travailleurs sont concentrés;
- b) l'assurance de jouir pleinement de son droit de vote;
- c) l'égalisation des chances par la réglementation égale pour tous les partis des dépenses électorales;
- d) l'obligation pour chaque parti de dévoiler ses sources de financement.

FUIQ:	Manifeste de Joliette (mai '55)
FTQ:	Programme d'urgence ('70)
FTQ:	Déclaration de Principes
CCSNM:	Résolutions du 15e congrès ('73)
CSN:	Document d'orientation n° 2 (oct. '73)
CEQ:	Politiques - Résolutions du 22e congrès '72.

7 - Droits démocratiques

[Retour à la table des matières](#)

Tous les jours, la société soit-disant démocratique dans laquelle nous vivons brime les droits démocratiques fondamentaux. On émet des injonctions pour empêcher les parents de s'associer aux enseignants en négociation avec le gouvernement et de mener avec eux une action commune pour l'amélioration des services d'éducation. On passe des lois pour interdire les manifestations (Drapeau à Montréal en 1967). On permet à des juges nommés par la cour d'appel de condamner des accusés préalablement acquittés par des jurys constitués de leurs pairs (cas du dr Morgentaler). On libère sous condition en interdisant le droit à la liberté d'expression pendant la période de libération (cas du dr Morgentaler au début de '76 et de dirigeants syndicaux emprisonnés, dont les présidents des trois centrales en 1972).

La liberté de presse est un leurre qui se résume à la liberté qu'ont les capitalistes d'ouvrir, de publier et de financer des journaux. Les travailleurs ne possèdent pas les moyens financiers voulus pour s'offrir des organes d'information qui leur sont propres (ex.: la faillite de Québec-Presse).

Les femmes sont victimes de discrimination de toutes sortes, tant sur le plan des conditions de vie en général que sur le plan des conditions de travail.

La majorité francophone voit ses droits linguistiques brimés et subit des discriminations à tous les niveaux.

Les travailleurs immigrants se voient nier les droits démocratiques essentiels comme le droit de s'organiser et de s'exprimer librement, sous peine d'expulsion.

La bataille pour la défense et l'élargissement des droits démocratiques est loin d'être terminée et les travailleurs ont dans cette lutte, un rôle d'initiative capital à jouer.

a) Droit d'association, de réunion, d'accès à la justice, etc...

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

Le droit d'association, de réunion et de manifestation. Le droit à l'information libre et à la liberté de presse. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Le droit à un traitement rapide et sans discrimination devant la justice (égalité devant la loi) comprenant une indemnisation pour les personnes injustement détenues.

- Déclarations de Principes des centrales et rapports moraux des présidents.

FTQ: Programme d'urgence ('70)

FTQ: Mémoire déposé au gouvernement sur la "Charte des Droits de l'homme", janv. '75

b) Droits des femmes

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) La reconnaissance de l'égalité de la femme et de l'homme face au travail et l'adoption d'une législation basée sur le principe de la déssexualisation du marché du travail et des tâches, en vue d'éliminer toute discrimination à l'égard des femmes.
- 2) La mise en place de mesures sociales permettant d'alléger les tâches familiales et rendant possible l'accès des femmes au travail (système complet de garderies, etc...).

- 3) La pleine sécurité d'emploi en cas de maternité. Une protection maximale pendant la grossesse avec possibilité de transfert à un autre poste pour les travailleuses effectuant des travaux dangereux.
- 4) L'application stricte du principe "À travail égal, salaire égal", assurant le paiement d'un salaire égal aux femmes faisant un travail équivalent à celui d'un homme habituellement mieux payé, et la mise en place de mécanismes empêchant que des différences mineures puissent être invoquées pour justifier le paiement de salaires inférieurs aux femmes.
- 5) L'égalité des avantages sociaux pour les femmes (extension aux familles des travailleuses des bénéfices offerts aux familles des travailleurs, régimes de retraite non discriminatoires, etc...).
- 6) La pleine couverture de l'invalidité reliée à la grossesse et à l'accouchement, dont:
  - a) un congé de maternité de 17 semaines payé par l'État et garanti à toutes les travailleuses par voie de législation et sans perte d'avantages sociaux;
  - b) la possibilité de prolonger le congé de maternité dans le cas de complication, par un congé de maladie couvert par l'assurance-salaire;
  - c) la possibilité de prolonger le congé de maternité par un congé sans solde sans perte d'avantages sociaux et en continuant d'accumuler l'ancienneté et l'expérience.

La reconnaissance des mêmes droits en cas de fausse-couche et d'avortement de même que dans les cas d'adoption.
- 7) L'abrogation des lois sur l'avortement.
- 8) La mise en marche, par le gouvernement, d'une campagne d'information sur la contraception.
- 9) La modification dans le Code Civil de tous les articles discriminatoires à l'égard de la femme (inscriptions de naissances et de décès, autorisations d'interventions chirurgicales sur les enfants, etc.)

CEQ	Résolutions des 22e, 23e et 24e congrès ('72-73-74)
FTQ	"Travailleuses et syndiquées", document du 13 ^e congrès, '73
FTQ	Mémoire sur la "Charte des droits de l'homme," janv. '75
FTQ	Le combat syndical et les femmes (Document du 14 ^e congrès '75.
CSN	"Vivre à notre goût" (juin '74)
CSN-CEQ-FTQ:	"La lutte de tous" - semaine de la condition féminine (fév. '76)

Note du RMS

La reconnaissance du droit à l'avortement doit s'inscrire dans le cadre plus général de la reconnaissance du droit de la femme à "disposer de son corps" et en particulier, du droit à la maternité. Ce droit est rendu possible par la prise en main par l'État des tâches familiales et ménagères (pouponnières, garderies, laveries, cantines scolaires, etc...). L'ensemble de ces revendications doit être complété par la revendication du droit au divorce.

***c) Droits linguistiques, droits des minorités
et des travailleurs immigrants.***

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) La reconnaissance du français comme langue de travail, langue des relations de travail et seule langue officielle du Québec.
- 2) Que l'implantation de ces politiques soit souple et graduelle et fondée sur le respect des minorités.
- 3) Le rappel de la loi 22.

FTQ	"Notre place dans l'entreprise" ('73) (et résolution du congrès de '73)
FTQ	Mémoire sur le Bill 22 à la commission parlementaire, juin '74
FTQ	Mémoire sur la Charte des droits de l'homme", janv. '75
CSN	"Vivre à notre goût" (juin '74)
CSN	Position sur le Bill 22 (juin '74)
CEQ	Mémoire sur le Bill 22 (juin '74)
CEQ	Résolutions des 21e, 22e et 24e congrès ('71-'72-'74)

- 4) La reconnaissance du droit des minorités ethniques de faire progresser leur propre vie culturelle, garantie indispensable dans une société démocratique et hétérogène.

FTQ	Mémoire sur la "charte des droits de l'homme", janv. '75
CEQ	Mémoire sur le Bill 22 (juin '74)

- 5) Qu'une politique éducative originale soit élaborée en fonction de la culture propre et des besoins particuliers des autochtones (esquimaux, indiens) du Nouveau Québec.

CEQ Politiques - Résolution du 21e congrès '71.

- 6) La reconnaissance de droits égaux aux travailleurs immigrants dont le droit de s'organiser, un terme aux situations dont ils ont été victimes dans le passé. (ex.: les travailleurs de Shellcast à Montréal).
- 7) Le retrait de la politique actuelle d'immigration du gouvernement canadien, politique discriminatoire (voir le cas des réfugiés ougandais vs les réfugiés chiliens) et complice d'une scandaleuse utilisation de la main-d'œuvre étrangère dans les seuls intérêts de l'entreprise privée (ex.: travailleurs colombiens de Louiseville et travailleurs haïtiens injustement expulsés du pays).

CSN "Vivre à notre goût" ('74)

CSN Demandes au gouvernement fédéral (14 mars '75).

8 - Éducation

a) Le droit à l'éducation

[Retour à la table des matières](#)

Le droit à l'éducation est un droit fondamental, au même titre que le droit au travail et à la santé. Tous doivent y avoir librement accès sans discrimination. Ce système doit être entièrement public. Il est inadmissible que l'État finance deux systèmes d'éducation, un public et un privé, fournissant ainsi à une minorité de privilégiés dans la société, des subventions à même les impôts payés principalement par les travailleurs et leur permettant de bénéficier de conditions d'étude supérieures à celles qui sont offertes à la majorité.

Nous revendiquons:

- 1) L'enseignement gratuit à tous les paliers: primaire, secondaire, universitaire et technique et accessible à tous sans discrimination.
- 2) La liberté académique la plus complète dans l'enseignement.
- 3) Une politique d'éducation permanente, de recyclage des travailleurs et de formation des maîtres financés par l'État sans perte de salaire pour les travailleurs, adaptée aux changements technologiques qui se produisent dans les milieux de travail.
- 4) Un système d'éducation unique et public.
  - Déclarations de Principes des centrales.

CSN: "Le système scolaire en question" (mars '74)
 CEQ: Politiques - Résolutions des 22 et 23e congrès '72-'73
 CEQ: Plans d'action, '73-'74 et '75-76
 CEQ: La situation de l'enseignement privé au Québec, juin
 '75

Note du RMS

Compte tenu de l'ambiguïté des positions actuelles des centrales sur la question confessionnelle dans l'éducation, ce débat doit se poursuivre dans le mouvement ouvrier. Dans ce contexte, le RMS se prononce en faveur de la laïcité du système d'éducation. Il s'agit du principe fondamental de la séparation de l'Église et de l'État, principe proclamé par toutes les révolutions démocratiques du 19e siècle.

L'État n'a pas à subventionner les Églises par le biais du financement d'un enseignement religieux. Cela ne consiste pas à nier le droit des diverses religions de diffuser leurs croyances, ce qu'elles peuvent faire à leur propre compte. Mais il n'appartient pas à l'école publique de le faire. L'enseignement public doit être le même pour tous quelle que soit l'origine sociale, ethnique ou religieuse. Le critère d'appartenance religieuse ne peut intervenir dans la structuration du système scolaire public, pas plus que dans l'engagement du personnel. Il faut rappeler, à ce sujet, que l'archevêché de Montréal, en plus de réclamer des écoles catholiques, défend l'embauche d'un personnel catholique dans les écoles. Voilà un exemple des conséquences antidémocratiques d'un enseignement public confessionnel. Le droit au travail ne peut pas être rattaché à une croyance religieuse. Le RMS se prononce donc en faveur d'un système d'éducation unique, public et laïc.

b) Langue d'enseignement

[Retour à la table des matières](#)

Les positions des trois grandes centrales sur la question de la langue d'enseignement divergent considérablement. Le RMS les présente toutes les trois.

Langue d'enseignement (position de la FTQ)

Que le système d'enseignement (public et bilingue) permette la francisation des néo-québécois, la connaissance convenable du français par les québécois anglophones et une connaissance convenable de la langue seconde par les francophones. Qu'à cette fin, le secteur francophone de l'école publique enseigne l'anglais comme langue seconde et que le secteur anglophone dispense une connaissance du français suffisante pour son usage pratique et courant.

FTQ: Programme d'urgence ('70)
 FTQ: Mémoire à la commission Gendron (août '71)

Langue d'enseignement (position de la CSN)

Qu'au niveau primaire, l'enseignement soit donné dans la langue maternelle de l'élève partout où il y aura une concentration de population suffisante dans une langue donnée pour constituer des classes. Qu'on prépare les élèves, par un enseignement suffisant du français à leur passage aux autres niveaux d'enseignement. Qu'à tous les niveaux supérieurs au primaire, université comprise, les seules institutions scolaires subventionnées par l'État soient celles où l'enseignement est donné en français. Qu'on enseigne à ces niveaux une langue seconde.

CSN: Mémoire à la commission parlementaire sur le Bill 22 (juin '74)

Langue d'enseignement (position de la CEQ):

La reconnaissance du français comme la langue de l'enseignement. La création d'un réseau scolaire unifié francophone. Que dans les programmes d'enseignement, l'anglais soit exclu de l'élémentaire: qu'au secondaire, l'anglais devienne une matière optionnelle.

Que concurremment avec la langue nationale, la langue maternelle puisse être aussi la langue de l'enseignement dans le cas des enfants véritablement anglophones et québécois, esquimaux ou amérindiens.

Qu'il puisse exister pour ces groupes des écoles ou des classes à l'intérieur de ce réseau scolaire intégré.

Que pour tous les autres groupes on reconnaisse le principe de l'école française.

CEQ: Politiques - Résolution des 23e et 24e congrès, '73-74
CEQ: Mémoire de la CEQ sur le Bill 22, 10 juin '74.

Note du RMS

Face à ces positions opposées émanant des 3 centrales, face aussi aux contradictions qui existent entre ces positions et d'autres positions des centrales à l'égard des droits démocratiques et en particulier ceux des minorités, le RMS est d'avis qu'un débat de fond doit être organisé sur cette question de manière à ce que le mouvement ouvrier en arrive à une position commune et cohérente. Par rapport à cet objectif, le RMS recommande l'élaboration d'une politique de la langue d'enseignement fondée sur la reconnaissance des droits démocratiques, droits de la majorité et des minorités (droits reconnus par les centrales - voir la section sur les droits linguistiques) et s'intégrant dans le cadre d'un système d'enseignement unique, laïc et public.

9 - Régime économique

[Retour à la table des matières](#)

Le régime *économique dans lequel* nous vivons est un régime *fondé sur* le profit et la défense des intérêts *de* l'entreprise privée. Le plein-emploi, le contrôle des prix, *l'élimination des* disparités régionales, le *développement de* l'agriculture, l'élimination de la pauvreté, la *satisfaction des* revendications des travailleurs et leur *protection contre l'inflation*, ne figurent *pas au nombre des objectifs de* ce régime *qui bloque les* salaires et laisse monter prix et profits, *subventionne l'entreprise* privée (nationale et multinationale) à coups de millions et coupe les *budgets de* la santé, *de l'éducation et de* la sécurité sociale, *laisse l'entreprise* privée piller nos ressources et refuse d'exiger d'elle le respect des normes minimales de sécurité et *d'hygiène*, *engloutit plus d'un milliard dans une* folie de 15 jours (les Jeux Olympiques), mais ne trouve pas *d'argent pour* améliorer le logement, le transport et les loisirs.

Contre ces priorités qui s'opposent aux intérêts des travailleurs, nous *revendiquons les* mesures suivantes.

a) Politique d'emploi et de développement

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) Une politique d'emploi et de formation de main-d'œuvre intégrée dans une politique de développement permettant d'assurer le plein emploi et une amélioration continue des conditions de vie et de travail.

CSN:	Mesures de paix ('70)
FTQ:	Programme d'urgence ('70)
CEQ:	Politiques - Résolutions des 21 et 22e congrès, 71-72
FTQ:	"La politique de main-d'œuvre" et "Le développement régional" (document du 13e congrès '73)
CSN:	"Vivre à notre goût" ('74)

- 2) La mise en place des moyens et des organismes permettant une véritable planification de ces objectifs, sous le contrôle des travailleurs. mêmes sources.
- 3) L'élaboration d'une stratégie de développement visant:
  - a) à renforcer les secteurs à forte et moyenne productivité et à consolider et moderniser les secteurs à faible productivité

- b) à éliminer les disparités régionales
- c) à favoriser le développement agricole
- d) à assurer la transformation sur place de nos ressources naturelles.

CSN: Mesures de paix ('70)
 FTQ: Développement régional (congrès '73)
 CSN: "Vivre à notre goût" ('74)

- 4) Que les institutions économiques publiques soient le nerf-moteur de cette stratégie de développement. Qu'on modifie en conséquence le rôle des sociétés d'État existantes (SOQUEM, SOOUIP, REXFOR) pour en faire de véritables sociétés de développement de ressources naturelles et non de sauvetage et d'exploration de ces ressources. Que ces sociétés cessent d'être des sociétés de soutien au profit de l'entreprise privée. Qu'on crée également« d'autres entreprises d'État dans le transport maritime, la pêche, les pâtes et papier, etc...

CSN: Mesures de paix ('70)
 FTQ: "L'État rouage de notre exploitation" déc. '71
 CSN: "On n'est pas pour se laisser passer un sapin"
 (CSN et FTFP), janv. '73.

b) Politique à l'égard de l'entreprise privée

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) L'élimination de l'entreprise privée du domaine de l'exploitation des ressources naturelles.

FTQ: "L'État rouage de notre exploitation" ('71)

- 2) L'abolition des concessions minières et forestières.

CSN: Document d'orientation n° 2, oct. '73
 CSN: "On n'est pas pour se laisser passer un sapin"
 (CSN et FTFP), janv. '73.

- 3) Dans le domaine de la forêt, élimination des intermédiaires (courtiers, marchands de bois) dont les tâches seraient assurées par une société d'État unique et intégrée (une REXFOR transformée).

CSN: "On n'est pas pour se laisser passer un sapin (CSN et FTFP) (janv. '73)

- 4) La nationalisation des compagnies d'assurance-vie et d'assurance-automobile en vue de permettre:

a) l'accès à l'assurance à des taux raisonnables.

b) le contrôle des épargnes et de leur utilisation, via la Caisse de Dépôts, au financement du développement économique.

FTQ: "L'État rouage de notre exploitation" ('71)

5) La nationalisation des compagnies de service public comme Bell Canada et les compagnies qui l'approvisionnent.

CSN: Mesures de paix ('70)

6) La nationalisation des entreprises qui mettent en danger le bien public (pollution, etc...).

FTQ: Sécurité d'emploi et fermeture d'usines ('73)

7) La nationalisation d'entreprises qui refusent de se soumettre aux normes existantes en matière de relations de travail et qui laissent pourrir les conflits (ex.: United Aircraft).

8) L'interruption de toute subvention à l'entreprise privée et de tout privilège fiscal.

FTQ: "Le développement régional" (congrès '73)

9) L'imposition plus forte des revenus des grandes sociétés comme les sociétés minières.

CSN: Document d'orientation n° 2, ('73)

10) Le contrôle des investissements et des profits des entreprises et des institutions financières privées et l'obligation de réinvestir ces profits au Québec. Le contrôle de ces investissements conformément à nos objectifs de développement économiques et de création d'emplois.

CEO-FTQ-CSN: Mesures de justice (nov. '75)

11) L'abolition des compagnies de finance et la mise sur pied d'une régie étatique de crédit à la consommation offrant des prêts à des taux d'intérêts raisonnables.

CSN: Mesures de paix ('70)

Note du RMS

Les propositions d'élimination de l'entreprise privée formulées par les centrales ne sont généralement pas accompagnées de propositions claires quant à la manière d'effectuer cette élimination. Certaines propositions sont muettes à cet égard. D'autres envisagent la nationalisation par rachat sous diverses formes, dont la transformation d'actions en obligations remboursables sur une période de x années. D'autres, enfin, s'appuyant sur le fait que les entreprises nationalisées ont déjà été payées des dizaines sinon des centaines de fois à même les profits réalisés sur plusieurs années et à même les grosses subventions reçues de l'État, sans compter les ressources qu'elles ont pillées, doivent être expropriées sans indemnisation. C'était, entre autres, ce que proposait Louis Laberge pour la United Aircraft pendant le conflit.

Le débat n'est donc pas encore vidé sur cette question dans le mouvement et il doit se poursuivre. Comme contribution à ce débat, le RMS se prononce en faveur de la dernière formule, celle de la nationalisation sans indemnisation. Les raisons invoquées plus haut sont suffisamment claires pour justifier cette position. Par ailleurs, compte tenu de l'importance du système bancaire dans l'économie, la nationalisation des banques est aussi une mesure qui s'impose. Cela ne signifie pas, bien entendu, la nationalisation des dépôts qui demeureraient la propriété des épargnants.

c) Politique des prix

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) Le retrait des lois C-73 et 64. Non au contrôle des salaires. Oui au contrôle des prix fixés par les monopoles.

Revendication générale du mouvement ouvrier face aux lois C-73 et 64.

- 2) Le contrôle des prix impliquant au minimum le gel immédiat dans le cas:

- a) des différentes formes d'énergie: pétrole, gaz, électricité;
- b) des matières premières et du transport;
- c) des aliments;
- d) des loyers et du transport urbain;
- e) des médicaments.

CSN-CEQ-FTQ: Mesures de justice (nov. '75)

CRIM: Cahier de revendications (nov. '73)

- 3) Un contrôle rigide des actes et honoraires professionnels afin d'éviter l'élargissement de l'écart entre les revenus des professionnels et des salariés et de démocratiser ainsi l'accès aux biens et services de base.

CSN-CEQ-FTQ: Mesures de justice (nov. 75)

CRIM: Cahier de revendications (nov. '73)

d) Fiscalité

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) Une réforme de la loi de l'impôt des particuliers impliquant:
  - a) un impôt plus fortement progressif;
  - b) un impôt touchant les "avoirs" en plus des revenus
  - c) une augmentation de l'impôt sur les dividendes et les gains de capitaux;
  - d) une exemption de base couvrant le minimum vital (\$2,000. pour un célibataire et \$5,000. pour un soutien de famille)
  - e) l'indexation de l'impôt.
- 2) L'abolition des privilèges fiscaux et des subventions aux entreprises privées.
- 3) Une augmentation des impôts sur les profits des entreprises privées.
- 4) L'abolition de la taxe de vente, taxe touchant plus lourdement les plus pauvres et moins fortement les plus riches (taxe régressive). Le remplacement de ces sources de revenus fiscaux par le biais d'impôts progressifs.
- 5) Le réaménagement des autres taxes indirectes afin d'exonérer les produits de base et de taxer plus lourdement les produits de luxe.

CSN: Document d'orientation no 2 (oct. '73)
 FTQ: "Le développement régional" (congrès '73)
 CEO-FTQ-CSN: La hausse des prix, c'est du vol organisé
 Demandes du colloque intersyndical de mars '74
 CSN: Demandes au gouvernement fédéral (14 mars '75)
 CEQ-FTQ-CSN: Mesures de justice (nov. '75).

e) Priorités budgétaires

[Retour à la table des matières](#)

Nous revendiquons:

- 1) La priorité aux dépenses gouvernementales conduisant à une amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs:

- a) dépenses favorisant un développement économique dans l'intérêt des travailleurs;
  - b) services sociaux divers (santé, éducation, loisirs, assistance sociale);
  - c) logement, transport en commun.
  - d) amélioration de l'environnement (dépollution, etc...
- 2) La pleine satisfaction des revendications des employés du gouvernement ou d'organismes para-gouvernementaux (secteurs public et parapublic) - salaires et conditions générales de travail.

Revendication générale du mouvement refusée par le gouvernement libéral et le PQ.

- 3) La réduction des dépenses de la police et de l'armée par l'élimination des corps policiers et militaires (escouade anti-émeute, etc...) utilisés pour réprimer les travailleurs.

CSN:	Mesures de paix ('70)
CRIM:	Cahier de revendications ('73)

- 4) L'arrêt de tout soutien financier aux politiques de prestige des divers niveaux de gouvernement (Jeux Olympiques, etc...

III - Pour le parti des travailleurs. Pour la désignation de candidats des Travailleurs aux prochaines élections

[Retour à la table des matières](#)

- Nos revendications ne peuvent pas être reprises par les partis existants dont les programmes sont voués à la défense de l'ordre social capitaliste.
- Elles sont incompatibles avec le régime actuel et ses lois (C-73, 64, etc...)
- Tous les jours nous subissons les attaques du patronat et du gouvernement (injonctions, lois spéciales, tutelles, etc...)
- Ce sera toujours la même chose tant que notre action ne nous conduira pas directement au Parlement et au Gouvernement pour y combattre ceux qui brisent les grèves, font monter les prix, bloquent les salaires, etc.

Nous devons nous organiser en Parti politique indépendant Nous devons désigner nos propres candidats aux prochaines élections

- Les patrons capitalistes savent que, sans action politique organisée, sans parti pour défendre leurs intérêts au Parlement et au Gouvernement, leur système fondé sur le profit serait menacé.
- De même les intérêts des ouvriers, des employés, des enseignants, des milliers d'exploités, ne peuvent être défendus jusqu'au bout sans un parti politique qui leur appartienne.
- Seul un gouvernement ouvrier, reposant sur les organisations ouvrières peut répondre aux aspirations des travailleurs.
- Seul un parti des travailleurs peut constituer un tel gouvernement, faire sien le programme de revendications des travailleurs et prendre les mesures qui s'imposent pour le réaliser.

Non à la collaboration politique avec les patrons et leurs partis

- Les patrons ont des intérêts opposés aux nôtres. Nous les combattons tous les jours sur les lieux de travail. Ils ne sont pas les alliés des travailleurs.
- Nous ne pouvons pas nous unir à eux à l'intérieur d'un même parti politique quand nous nous battons contre eux dans nos usines, nos magasins, nos écoles, nos hôpitaux, etc...
- Nous avons besoin d'un parti exclusivement à nous
  - un parti que nous contrôlerons
  - un parti dont le programme sera le nôtre parce qu'il défendra toutes nos revendications.
- Le PQ n'est pas ce parti. Il ne soutient pas les revendications des travailleurs. Alors que le Front Commun réclame 43%, il estime que 32.5% est suffisant. Son "offre" est tout au plus celle d'un meilleur patron que le gouvernement libéral. Il s'associe au gouvernement pour voter des lois qui vont à l'encontre de nos intérêts (loi 253 sur les services essentiels, loi 73 contre la grève de l'Hydro, etc...)

Nos organisations syndicales ont un rôle à jouer

- La formation du parti des travailleurs est indissociable de la plateforme revendicative des travailleurs et elle s'impose dès maintenant.
- C'est précisément parce que les travailleurs n'avaient pas leur parti que leurs revendications, après avoir été formulées, n'ont pas été projetées sur la scène politique comme expression de la voix des travailleurs.
- Nous ne pouvons pas remettre continuellement à plus tard la conquête de notre autonomie politique face aux partis bourgeois, seul moyen d'assurer la défense de nos revendications.
- Pour bâtir ce parti, nos organisations syndicales ont un rôle de premier plan à jouer.
- Nous, militants de la CSN, de la FTQ et de la CEQ, pouvons et devons discuter de cet objectif et travailler à le réaliser.

Les travailleurs sont prêts

- Il est faux de prétendre que les travailleurs ne sont pas prêts à faire de l'action politique à leur propre compte.

- Il est possible, dès les prochaines élections, de présenter des candidats des travailleurs sur la base d'un programme de revendications des travailleurs.
- Les délais ne sont pas trop courts.
- Les revendications sont là. Allons-y!

Pour la convocations d'une conférence intersyndicale d'orientation et d'action politique en vue de la construction du Parti des Travailleurs

Pour la désignation de candidats des travailleurs sur la base d'un programme ouvrier, aux prochaines élections.

IV - Annexe Documentation

1) Manifestes, rapports moraux, documents ayant valeur de programme

[Retour à la table des matières](#)

FTQ:	Programme d'urgence, 3 décembre 1970
CSN:	Mesures de paix, 6 décembre 1970
FTQ-CSN:	Manifeste des grévistes, "Le travail, notre propriété", 27 août 1973
CRIM:	Cahier de revendications No 1, novembre 1973
FTQ:	Le combat inévitable - Rapport de Louis Laberge au 13e congrès de la FTQ - décembre 1973
CSN:	Vivre à notre goût - Rapport de Marcel Pepin au 46e congrès de la CSN - juin 1974
CEQ:	Politiques de la CEQ - Résolutions des 21e, 22e et 23e congrès - Document du 24e congrès, juin-juillet 1974.
CEQ-CSN-FTQ:	Mesures de justice (contre la loi C-73) novembre 1975
FTQ:	Cible et force de frappe - Rapport de Louis Laberge au 14e congrès de la FTQ, décembre 1975
FUIQ:	Manifeste au peuple du Québec (Manifeste de Joliette), 14 mai 1955.

Note: Les titres des documents et mémoires donnés ci-après sont inscrits dans l'ordre dans lequel ils sont cités dans le cahier de revendications.

2) *Autres documents*

[Retour à la table des matières](#)

CEQ:	Résolutions du 24e congrès, 1974
FTQ:	Notre place dans l'entreprise - document du 13e congrès, 1973
FTQ:	Sécurité d'emploi et fermetures d'usines - document du 13e congrès, 1973
CSN:	Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel (3e trimestre 1971)
CSN:	Demandes au gouvernement fédéral - 14 mars 1975
CEQ-CSN-FTQ:	Positions face aux résultats de la Commission Cliche - mai 1975
CSN:	Organisons la résistance (contre le Bill 24), mai 1975
CEQ:	Ligne directe - spécial sur le Bill 24, juin 1975
FTQ:	La sécurité avant le travail - Cessons de mourir à l'ouvrage, 1er mai 1975
CSN:	Clause type de sécurité-santé - Service de Génie Industriel, 10 avril 1975
CSN:	Document du Conseil confédéral sur la lutte contre les mesures Trudeau (loi C-73), 28-29-30 janvier 1975
CSN:	Le Travail (Région de Thetford) - édition spéciale sur l'amiante - avril 1975
FTQ:	Le contrôle des travailleurs sur leur santé - Document du 14e congrès, 1975
CSN:	La mobilisation des travailleurs sur les conditions de travail - 1975
CEQ-FTQ-CSN:	La hausse des prix, c'est du vol organisé -document du colloque inter-centrales sur l'Inflation et l'Indexation - 22-23 mars 1974
CEQ-FTQ-CSN:	Oui aux mesures de justice - position conjointe face à la loi C-73, novembre 1975
CSN:	L'attitude syndicale face à la mesure du travail et aux systèmes de rémunération au rendement - mars 1973
CEQ:	Condition féminine (Les garderies au Québec) - mai 1975
FTQ:	l'État rouage de notre exploitation - document du 12e congrès, décembre 1971
CSN:	Document d'orientation No 2 (Élections du 29 octobre 1973) octobre 1973
FRAP:	Les salariés au pouvoir, 3e trimestre 1970
COT:	(Conseil Ouvrier du Transport) - Manifeste - Pour une politique ouvrière du transport à Montréal, mas 1972
CSN:	Nombreux documents et mémoires sur l'assurance-automobile

CCSNM:	Rapport du mouvement Action-Chômage au 17e congrès (mai 1975)
CSN:	Le système scolaire en question, mars 1974
CEQ:	Plans d'action '73-74, 74-75 et 75-76
CEQ:	La situation de l'enseignement privé au Québec, juin 1975
FTQ:	Travailleuses et syndiquées - document du 13e congrès, décembre 1973
FTQ:	Le combat syndical et les femmes, document du 14e congrès, décembre 1975
CEQ-FTQ-CSN:	Document du Front Commun "La lutte de tous" pour la semaine de la condition féminine, 27 février 1976
CSN:	Position sur le Bill 22 - juin 1974 (document du 46e congrès)
FTQ:	La politique de main-d'œuvre (document du 13e congrès), décembre 1973
FTQ:	Le développement régional, document du 13e congrès décembre 1973
CSN:	On n'est pas pour se laisser passer un sapin (CSN et FTPF) janvier 1973
CSN:	Résistons à l'agression capitaliste (Non aux mesures Trudeau), 4 novembre 1975

3) Mémoires soumis aux gouvernements

[Retour à la table des matières](#)

FTQ: Mémoire soumis à la Commission parlementaire chargée

62

d'étudier le projet de loi 50 sur la "Charte des droits de l'homme", 21 janvier 1975

CSN-FTQ:	Mémoire soumis à l'ACOR sur les Régimes de Rentes, mars 1975
CSN:	Mémoire soumis au Ministère de la main-d'œuvre sur les effets du nouveau régime d'assurance-chômage, 1972
FTQ:	Mémoire à la Commission parlementaire sur le Bill 22 juin 1974
FTQ:	Mémoire à la Commission Gendron sur le français, langue de travail, août 1971
CEQ:	Mémoire sur le Bill 22, juin 1974
CSN:	Mémoire au Comité Gauvin sur l'assurance-automobile, 1973.

Pour la convocation d'une conférence intersyndicale d'orientation et d'action politique en vue de la construction du Parti des Travailleurs.

Pour la désignation de candidats des travailleurs sur la base d'un programme ouvrier, aux prochaines élections.

MILITANTS SYNDICAUX!

Tous les militants syndicaux désireux de participer aux assemblées mensuelles du Regroupement des Militants syndicaux (R.M.S.) ou de recevoir son Bulletin de Liaison et ses Cahiers, sont priés de s'adresser à:

Regroupement des Militants Syndicaux

C.P. 543, Succursale Beaubien, Montréal
Fin du texte.